

BIOSCIDE

BIOS [du grec ancien βίος «**VIE**»]

+

CIDE [du latin caedere «**TUER, MASSACRER**»]

=

BIOSCIDE

10 MASQUES DE RESISTANCE

10 REVELATIONS

10 REMPARTS

10 ACTIONS

MASQUE GILD / Gilead / MANIF DES SOIGNANTS / 16/06/2020



« Qu'il est étrange que le masque évoque la dissimulation alors qu'il révèle et manifeste ! »
Michel Revelard / historien et directeur du musée international du Carnaval et du Masque

« La volonté de créer une humanité unifiée déracinée et simple consommatrice en croyant que cela aplanirait les tensions mondiales est une des pires stupidités de l'occidentalisme capitaliste.

Sous le masque de la croissance se dissimule, en fait, la création de la pénurie. »
Vandana Shiva / Physicienne, épistémologue, écologiste, écrivain

« Notre plus grande erreur fut de n'avoir pas planté le pieu au cœur du vampire : la finance.»
Louise Michel, une des figures majeures de la Commune de Paris

10 MASQUES BARRIERES

MASQUE AFNOR SPEC S76-001

Masque en tissu 3 couche, lavable et réutilisable, grand public

Référence Base de Données Matières AFNOR

Protection aux projections / 3 microns // 70 % < protection < 90 %

Catégorie 2 / Masque de protection à visée collective pour protéger l'ensemble d'un groupe portant ces masques

COMPOSITION

2 couches de coton en 150gr/m² + 1 couche de viscose non tissé en 130gr/m².

La viscose est une fibre naturelle qui provient du traitement de celluloses comme la fibre de coton. Légère et agréable à porter, elle ne fait pas transpirer.

Le non tissé filtrant en viscose a des capacités de perméabilité, des qualités de filtration et de polyvalence qui restent à ce jour pratiquement inégalées dans la séparation solide-liquide des fluides industriels.

BRODERIE

Courbes des actions Amazon [AMZN] / Amundi SA [AMUN.PA] / AstraZeneca [AZN.L] / BlackRock Inc [BLK] / Carrefour SA [CA.PA] /

Crédit Suisse Group AG [CSGN.ZU] / Ecolab Inc [ECL] / Gilead Sciences Inc [GILD] / Rothschild & Co [ROTH] / Sanofi [SAN.PA]

USAGES

Le masque barrière n'exonère absolument pas l'utilisateur de l'application des gestes barrières complétés par la mesure de distanciation sociale qui sont essentiels. Il est rappelé que des mesures de protection collective doivent être prises en priorité sur les mesures de protection individuelle.

METTRE EN PLACE ET PORTER

Il est conseillé de le porter sur une peau nue.

0/ Se laver les mains à l'eau et au savon ou en utilisant une solution hydroalcoolique avant toute manipulation du masque.

1/ Sortir le masque en ne touchant que les élastiques ou les fils.

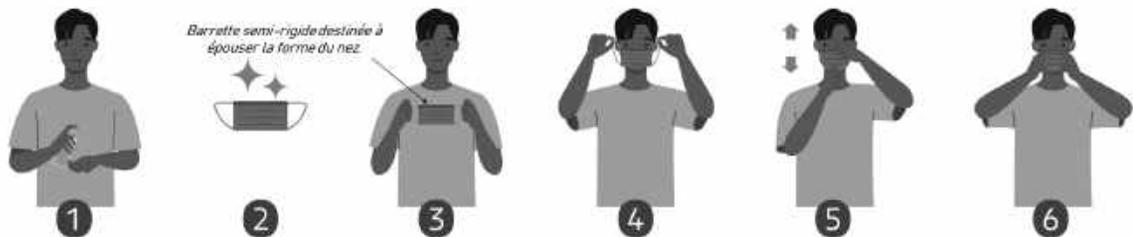
2/ Placer le masque barrière sur le visage (bouche et nez couverts ainsi que le menton)

3/ Vérifier que le masque barrière est correctement mis en place, en contrôlant l'étanchéité et la gêne respiratoire. Pour cela, couvrir le masque d'un film plastique et en inspirant, le masque doit se plaquer sur le visage.

4/ Une fois ajusté, ne plus toucher le masque barrière avec les mains. Chaque fois que le masque barrière est touché, l'utilisateur doit se laver les mains à l'eau et au savon ou avec une solution hydroalcoolique.

5/ On enlève le masque pour éternuer ou tousser dans son coude, on se lave les mains, on remet son masque et on se lave à nouveau les mains.

6/ Le masque barrière doit être lavé chaque fois qu'il est souillé, mouillé ou mal positionné sur le visage. Il convient de ne pas le mettre en position d'attente sur le front ou sous le menton pendant et après utilisation.



RETIRER

Pour ne pas être contaminé lors du retrait d'un masque barrière, il doit être correctement retiré et isolé, soit pour être jeté, soit pour être lavé. Pour cela, il est recommandé de :

- 1/ Retirer ses gants de protection le cas échéant.
- 2/ Se laver les mains à l'eau et au savon ou utiliser une solution hydroalcoolique.
- 3/ Retirer le masque barrière en saisissant par l'arrière les élastiques sans toucher la partie avant du masque barrière.
- 4/ Placer le masque barrière à laver dans un contenant spécifique (sac plastique propre).
- 5/ Se laver les mains à l'eau et au savon ou utiliser une solution hydroalcoolique.

DUREE D'UTILISATION

La durée de port du masque est de 4 heures maximum. Au-delà, il perd en étanchéité et n'est plus efficace pour faire barrière aux particules virales. « Porter un masque pendant 4 heures d'affilée, c'est très long. Dans la vie quotidienne, on porte un masque pour aller faire ses courses, lorsqu'on est dans les transports, rarement pendant 4 heures continues. Ce qu'il faut retenir,, c'est qu'on doit retirer son masque après chaque sortie, dès le retour à la maison, ou lorsque le masque est trop humide. »

Durant cette période, le masque ne peut servir plusieurs fois que s'il est retiré selon les consignes, stocké provisoirement ou accroché pour offrir le moins de contacts possible, et remis selon les consignes.

LAVER ET SECHER

- 1/ Laver en machine le masque avec une lessive adaptée (sans adoucissant) à 60° pendant 30 mn.

Il convient d'éviter tout contact entre un masque barrière à laver et des articles vestimentaires propres.

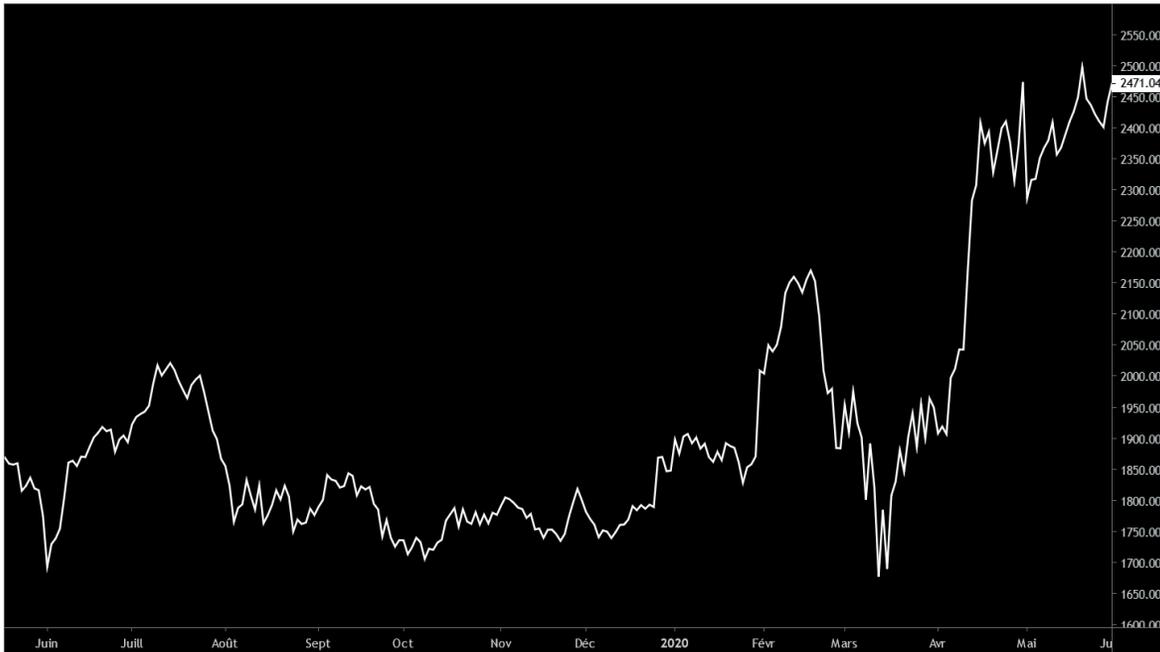
Il n'est pas nécessaire de laver son masque tout seul, il peut très bien être lavé avec d'autres vêtements, des serviettes de bain ou des draps par exemple.

MASQUE AMZN / Amazon

« L'humanité s'installe dans la mono-culture; elle s'apprête à produire la civilisation en masse, comme la betterave. Son ordinaire ne comportera plus que ce plat. » Claude Lévi-Strauss, anthropologue et ethnologue



« Nous nous attendons à ce que toutes nos activités aient un impact positif sur nos résultats financiers. La rentabilité est très importante pour nous, sinon nous ne serions pas dans ce secteur. Nous sommes têtus dans la vision. Nous sommes flexibles sur les détails... » Jeff Bezos



Amazon est une entreprise de commerce électronique américaine basée à Seattle. Elle est un des géants du Web, regroupés sous l'acronyme GAFAM, aux côtés de Google, Apple, Facebook et Microsoft. Créée par Jeff Bezos en juillet 1994, l'entreprise a été introduite en bourse au NASDAQ en mai 1997. L'activité initiale de la société Amazon concernait la vente à distance de livres, avant que la société ne se diversifie dans la vente de produits culturels, puis marchands. Aujourd'hui, certains produits alimentaires peuvent aussi être commandés via Amazon. La filiale française d'Amazon est ouverte en 2000. En 2016, Amazon devient le premier distributeur non alimentaire en France en termes de chiffre d'affaires.

En juin 2020 et sur une période de 52 semaines

Capitalisation boursière / 1,275.85 billions de dollars soit 1 275 850 millions de dollars

Revenus / 296.27 billions soit 296 270 millions de dollars

Rendement sur 1 an / 36.27 %

Principaux actionnaires en 2019

Jeff Bezos / 57 610 359 actions / 11,6% // The Vanguard Group / 30 711 692 actions / 6,21%

SSgA Funds Management / 16 567 448 actions / 3,35% // Fidelity Management & Research 16 073 985 actions / 3,25%

T.Rowe Price Associates 15 737 256 actions / 3,18% // BlackRock Fund Advisors 10 131 232 actions / 2,05%

« En pleine période de confinement pour limiter la propagation du Covid-19 à travers le monde [et alors que la plupart des commerces « non essentiels » étant fermés] les commandes en ligne s'envolent, et Amazon apparaît comme l'un des principaux bénéficiaires de cette crise. Amazon enregistre environ 11 000 dollars de vente de produits et services par seconde à travers le monde, selon The Guardian. A un tel rythme, les prévisions de ventes annuelles du groupe américain pourraient bondir de 20% pour atteindre 335 milliards de dollars à l'issue de l'exercice 2020. L'augmentation de l'activité chez le premier e-commerçant du monde se retrouve dans ses performances en Bourse qui ne cessent d'atteindre des sommets. Amazon a battu la semaine passée un nouveau record historique au Nasdaq avec un cours boursier à plus de 2 400 dollars pour s'approcher des 1 200 milliards de dollars de capitalisation.

Jeff Bezos (première fortune mondiale) qui détient 11% des actions d'Amazon, voit sa fortune personnelle gagner 26 milliards de dollars de plus depuis le début de l'année. Avec un pactole estimé par Bloomberg à 141 milliards de dollars, le patron du mastodonte américain a pu ainsi aisément se permettre de faire un don de 100 millions de dollars aux banques alimentaires américaines, confrontées elles aussi à une demande inédite outre-Atlantique.» Maxence Fabrion, frenchweb.fr

« Amazon est critiqué pour la gestion de la protection de ses salariés durant la crise. Les travailleurs ont signalé de graves tensions au sein des équipes dans les entrepôts. Nombre d'entre eux, en première ligne pour emballer et expédier les articles dans les entrepôts où le Covid-19 peut facilement se propager, n'ont pas les équipements pour se protéger du coronavirus.

En France, Amazon vient d'être condamné en référé à ne plus livrer que les biens de première nécessité, sous peine d'astreinte d'un million d'euros. La société a annoncé fermer ses six plateformes logistiques en France dès ce jeudi et au moins jusqu'au 20 avril. »

Jean-Philippe Louis, lesechos.fr

« Amazon Care, le laboratoire de Jeff Bezos

Pour placer ses pions sur ce marché florissant, Amazon a multiplié les acquisitions et les lancements d'outils de santé connectés. Fer de lance de sa stratégie dans le secteur, sa clinique virtuelle Amazon Care, destinée à ses employés et à leurs familles travaillant à Seattle, où est situé le

siège du groupe, a ouvert ses portes en début d'année. Le service permet notamment de bénéficier de consultations médicales en visioconférence, de se faire délivrer des ordonnances et de réserver des médicaments auprès d'une pharmacie. (...) Amazon Care est d'ailleurs au cœur d'un programme de dépistage du coronavirus à Seattle, en partenariat avec le Seattle Coronavirus Assessment Network (SCAN), un projet de recherche publique soutenu notamment par la Fondation Bill et Melinda Gates. L'enjeu de cette collaboration est de suivre et de comprendre la propagation du Covid-19 à partir de tests à domicile. Amazon se charge de livrer des kits de dépistage à domicile à Seattle puis de les récupérer pour les acheminer jusqu'à des laboratoires d'analyses médicales. Le tout via sa plateforme Amazon Care qui fait ainsi office de laboratoire pour tester différents services comme la livraison express de médicaments et les perfectionner avant de les lancer sur le marché. «Les lignes sont en train de bouger. Et dans cette période particulière, Amazon veut prouver qu'il a un rôle à jouer dans le secteur de la santé», Jérôme Leleu, directeur d'Interaction Healthcare et chargé du développement de son département de simulation numérique, SimforHealth.

La puissance logistique d'Amazon est telle que les autorités britanniques réfléchissent actuellement à une collaboration avec le géant américain pour livrer des millions de tests à domicile à travers la Grande-Bretagne. Et si le Royaume-Uni venait bel et bien à intégrer Amazon dans son effort de guerre pour endiguer l'épidémie de Covid-19, cela représenterait un changement de paradigme lourd de sens, à l'avantage de la firme de Jeff Bezos. «On aime taper sur les GAFAs depuis plusieurs années... Mais avec un service Prime version Healthcare, les choses pourraient être bien différentes pour Amazon. Le groupe pourrait prendre une dimension stratégique, en exerçant un rôle qui prend le relais de l'État. Il s'agirait alors quasiment d'une approche de service public. Si Amazon a une organisation pour adresser le besoin des patients, l'excellence de son réseau de distribution peut constituer une réponse », explique Jérôme Leleu. Et de conclure : « C'est un test and learn extrêmement intéressant. »
Maxence Fabrion, frenchweb.fr

Références

La crise du Covid-19 montre à quel point Amazon n'est pas une entreprise comme les autres, Maxence Fabrion, frenchweb.fr, publié le 23/04/2020

Coronavirus : la fortune de Jeff Bezos gonfle durant la pandémie, Jean-Philippe Louis, lesechos.fr, publié le 16/05/2020

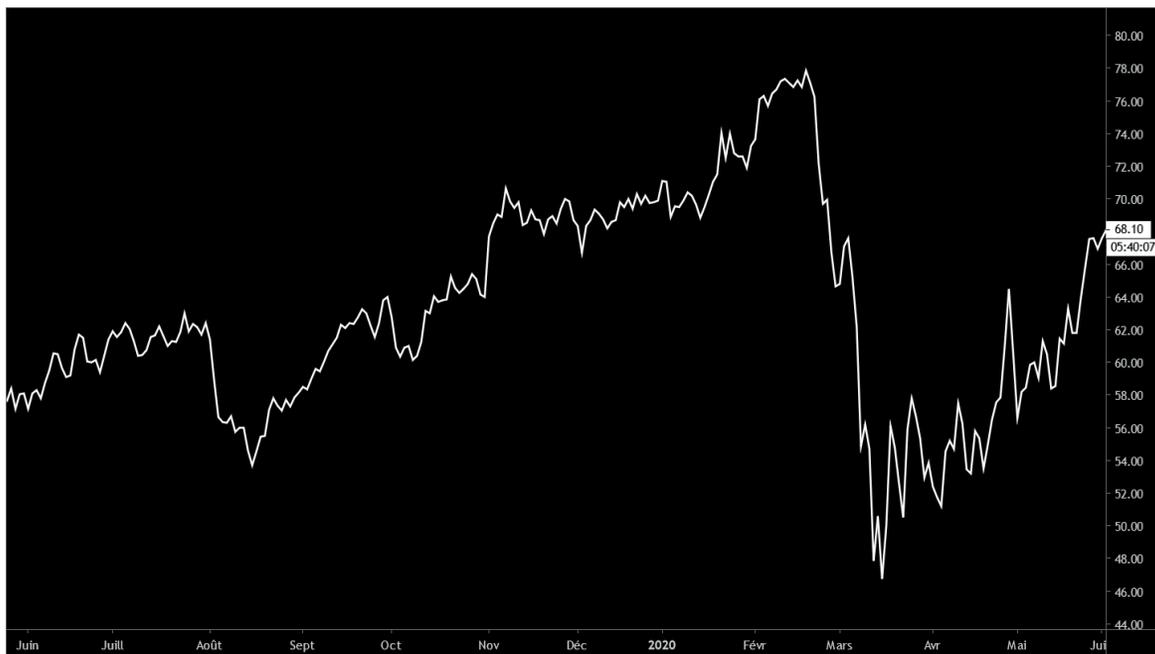
wikipedia.org

MASQUE AMUN PA / Amundi SA

« Notre plus grande erreur fut de n'avoir pas planté le pieu au cœur du vampire : la finance.»
Louise Michel, une des figures majeures de la Commune de Paris



« La puissance d'un réseau global fondée sur la force d'un ancrage local.
Coupez court aux idées reçues sur les actions : les actions, c'est du virtuel et de la spéculation. Acheter des actions, c'est du concret, vous investissez dans une entreprise en devenant propriétaire d'une partie de son capital. » amundi.fr



Amundi est le premier asset manager européen en termes d'actifs sous gestion, et se classe dans le top 10 mondial. Le Groupe gère 1, 653 billions d'euros fin 2019 et compte six plateformes de gestion principales. Créée le 1er janvier 2010, la société est issue de la fusion entre les activités de gestion d'actifs du Crédit agricole et de la Société générale. Depuis novembre 2015, le groupe Amundi est coté en Bourse sur Euronext en étant majoritairement détenu par Crédit agricole S.A. .

En juin 2020 et sur une période de 52 semaines

Capitalisation boursière / 13.19 billions de dollars soit 13 190 millions de dollars

Revenus / 4.76 billions soit 4 760 millions de dollars

Rendement sur 1 an / 10.36%

Dividende (rendement) / 2.9 (4.41%)

Années	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Produit net bancaire	1 448	1 370	1 456	1 438	1 540	1 656	1 656	2 301	2 582	2 707
Résultat brut d'exploitation	609	629	700	665	730	773	816	1 128	1 251	1 331
Résultat net (part du groupe)	403	422	485	450	488	518	568	681	855	959

Paris, le 12 février 2020, le Conseil d'Administration d'Amundi s'est réuni le 11 février 2020 sous la présidence de Xavier Musca et a arrêté les comptes de l'exercice 2019. Yves Perrier, Directeur Général, a déclaré : « Avec des résultats en forte hausse, le premier trimestre s'inscrit dans le plan de marche et les objectifs définis à horizon 2020. » A cet horizon, Amundi vise ainsi un bénéfice net publié d'au moins 1 milliard et une collecte nette cumulée d'au moins 150 milliards d'euros sur trois ans, soit une collecte représentant chaque année 3,5% de l'encours. « Depuis sa création en 2010, et pour la dixième année consécutive, Amundi enregistre une croissance de ses résultats. Le résultat net ajusté dépasse le milliard d'euros, en ligne avec les objectifs annoncés dans le plan 2018-2022. Ces bons résultats sont portés par un niveau d'activité élevé et par une efficacité opérationnelle renforcée : le coefficient d'exploitation s'améliore encore, à 50,9 %. Amundi s'inscrit dans une forte dynamique de développement. Celle-ci sera amplifiée par deux initiatives stratégiques : la signature d'un partenariat en Espagne avec Banco Sabadell, qui renforce le leadership en Europe, et la création d'une nouvelle filiale en Chine en partenariat avec Bank of China. » Yves Perrier, Directeur Général. Le 4e trimestre 2019 affiche une collecte record de +76,8 Md€, portée par les actifs MLT (+82,4 Md€), dans un contexte de normalisation progressive du niveau d'aversion au risque. Ces flux incluent le gain d'un nouveau mandat institutionnel (fonds de pension) pour +59,6 Md€ dans la JV indienne. Compte tenu d'un effet marché positif (+13,7 Md€), les encours sous gestion atteignent 1 653 Md€ au 31 décembre 2019, en croissance de +5,8% vs fin septembre 2019 et de +16% vs fin 2018. Les flux nets (+12,5 Md€) du segment Institutionnel sont en accélération, tirés notamment par les clients Institutionnels & Souverains ainsi que par la clientèle Entreprises et Epargne Salariale. Les JVs ont à nouveau enregistré une très forte collecte (+66,7 Md€), notamment en Inde (y compris +59,6 Md€ liés à un nouveau mandat de fonds de pension) mais aussi en Corée, et en Chine qui renoue avec des flux positifs (+5,9 Md€). Au 4e trimestre 2019, les revenus d'Amundi s'inscrivent en forte hausse (+15,9%) grâce à une bonne tenue des commissions nettes de gestion et à un niveau très élevé de commissions de surperformance (85 M€). Au total Amundi enregistre ainsi son meilleur résultat trimestriel, avec 262 M€ de résultat net comptable (+36,5% vs T4 2018) et 274 M€ de résultat net ajusté (+21,8% vs T4 2018).

Une année en ligne avec les objectifs, une collecte nette record, et des résultats en croissance. Pour la dixième année consécutive, Amundi enregistre une croissance de son résultat net. Celui-ci reflète d'une part un très bon niveau d'activité et d'autre part une bonne maîtrise des charges. Le coefficient d'exploitation s'établit ainsi à 50,9%, en amélioration de 0,7 pt par rapport à 2018. Le résultat net et le résultat net ajusté sont respectivement en croissance de +12,2 % et +6,6%. Dans un environnement de marché plus favorable, et dans un contexte de reprise

progressive de la collecte sur le marché européen de la gestion d'actifs, Amundi affiche la meilleure collecte nette de son histoire, à + 107,7 Md€. Ces flux incluent le gain de 2 nouveaux mandats institutionnels pour +74,2 Md€ dans la JV indienne. Hors JV, la collecte s'établit à +23,8 Md€ (vs +15,7 Md€ en 2018), et est composée essentiellement d'actifs MLT. Après impôt et coût du risque, le résultat ajusté s'élève à 1 009 M€ (+6,6%), en ligne avec les objectifs annoncés. Le résultat comptable de l'exercice 2019 s'élève à 959 M€, soit +12,2% par rapport à 2018. Le Bénéfice net par action comptable atteint 4,75 euros, en hausse sensible de +12,1 % par rapport à 2018.

2010-2019, une décennie de transformation réussie pour créer le leader européen

L'exercice 2019 s'inscrit dans la trajectoire de transformation d'Amundi depuis sa création. Leader européen de la gestion d'actifs, Amundi figure dorénavant dans le Top 10 mondial. Depuis la cotation en bourse en novembre 2015, la capitalisation boursière a doublé (de 7,5 Md€ à 15,3 Md€). Le titre Amundi a largement surperformé son indice de référence (SBF 120).

Un acteur de référence en Investissement responsable. Dès sa création, Amundi avait défini l'investissement Responsable comme un de ses piliers fondateurs. Cet engagement a été confirmé en octobre 2018 par l'annonce d'un plan à 3 ans pour donner une nouvelle portée à ses ambitions. Depuis, Amundi a poursuivi la mise en œuvre de ce plan. Les encours totaux gérés en Investissement Responsable sont passés de 276 Md€ fin 2018 à 323 Md€ fin 2019, dont 12 Md€ (contre 10 Md€ fin 2018) d'encours liés aux initiatives spécifiques (transition énergétique...) et 257 M€ (contre 219 M€ fin 2018) d'encours pour le Fonds *Finance et Solidarités*, lancement d'un nouveau fonds d'obligations climatiques de 500 M\$, destiné à financer des infrastructures dans les pays émergents, en partenariat avec l'AiIB (Asian Infrastructure Investment Bank), lancement du programme Green Credit Continuum avec la BEI (Banque européenne d'investissement) : une solution d'investissement visant à promouvoir le développement du marché de la dette verte (au-delà des obligations vertes existantes), notamment par le financement des PME, lancement de nouvelles solutions d'investissement ESG18, dans différentes catégories d'actifs : Amundi Funds Multi-Asset Sustainable Future (Multi Asset), CPR Invest Climate Action (actions Monde), CPR Invest Smart Beta Credit ESG (obligations euro), élargissement de la gamme d'ETF ISR (gestion passive). La politique d'engagement a été réactualisée, avec désormais 2 grandes priorités concernant le dialogue avec les émetteurs et la politique de vote : contribution à la transition énergétique ; Contribution à la cohésion sociale. Cette politique d'engagement est également illustrée par la participation récente d'Amundi à deux initiatives internationales : Participation en juillet 2019 (avec 7 autres gestionnaires d'actifs mondiaux) à l'initiative One Planet Sovereign Wealth Fund Asset Manager, destinée à accompagner les fonds souverains dans l'intégration du changement climatique dans la gestion de leurs investissements. Participation à l'initiative TCFD19 Consortium au Japon créé en mai 2019 sous l'égide des Ministères japonais de l'Economie et de l'Environnement, et destinée à améliorer l'information des émetteurs sur les sujets environnementaux.

Le 12 avril 2020 / Conformément aux recommandations de la Banque centrale européenne émises le 27 mars dans le contexte de l'épidémie de Covid-19, applicables au Groupe Crédit Agricole et à ses filiales, Amundi va proposer à son Conseil d'administration de ne pas soumettre à l'Assemblée générale du 12 mai prochain la distribution d'un dividende de 3,10 euros par action au titre de l'exercice 2019, et d'affecter en réserve l'intégralité du résultat de l'année 2019.

Le 30 avril 2020, le gestionnaire d'actifs Amundi a fait état jeudi d'une chute de plus de 7% de ses encours sous gestion sur le premier trimestre en raison du plongeon des marchés sur fond de crise liée au nouveau coronavirus mais reste confiant dans sa capacité à dégager de solides résultats pour 2020. A fin mars, ces encours s'élevaient à 1.527 milliards d'euros contre 1.653 milliards d'euros fin 2019. Ils sont néanmoins en hausse de 3,5% sur un an. La crise sanitaire provoquée par la pandémie du COVID-19 et ses conséquences économiques ont aussi engendré chez Amundi une décollecte nette de 3,2 milliards d'euros sur le trimestre écoulé en raison de sorties de capitaux sur les fonds de trésorerie. Lors d'une conférence téléphonique, Nicolas Calcoen, le directeur financier d'Amundi, a déclaré que ces sorties s'expliquaient par des besoins de trésorerie de la part d'entreprises frappées par la crise du coronavirus. Sur les segments de la clientèle de particuliers et des co-

entreprises, le trimestre s'est terminé sur des collectes nettes de respectivement 2,5 milliards et 9,7 milliards d'euros. « On est confiant sur la robustesse des résultats de l'année », a dit Yves Perrier, le directeur général d'Amundi. Pour le premier trimestre, le résultat net d'Amundi est ressorti en baisse de 17,8% à 193 millions d'euros. Ses revenus ont quant à eux reculé de 7,1% à 612 millions d'euros. Les trois principales SCPI d'Amundi Immobilier affichent en effet des niveaux de report à nouveau assez exceptionnels. Fin 2018, sur la base donc des dividendes versés au titre de cet exercice, ils se situaient entre 187 jours de distribution pour Rivoli Avenir Patrimoine. Et jusqu'à 373 jours – plus d'un an donc de dividendes en réserve – pour Génépierre... Les chiffres 2019, qui n'ont pas encore été communiqués, sont toutefois du même ordre. Ils confirment que ces trois SCPI disposent de réserves importantes pour maintenir le niveau de leurs dividendes en 2020. A condition que la société de gestion décide d'utiliser ces réserves.

« L'association Oxfam France dénonce lundi 23 février 2015 la persistance des spéculations menées par plusieurs banques françaises sur le marché des matières premières agricoles via des fonds de placement, malgré l'engagement pris par certaines en 2013 de réduire ces activités. Il y a deux ans, Oxfam avait dénoncé le fait que des banques françaises contrôlaient 18 fonds aux performances, totalement ou en partie, liées à l'évolution du prix des matières premières agricoles: étaient visées BNP Paribas (avec 10 fonds), Société Générale et Crédit Agricole via leur filiale commune Amundi (7 fonds) ainsi que Natixis (1). Au total, ces fonds géraient 2,58 milliards d'euros, selon l'association. A la suite de cette étude, certains de ces établissements bancaires avaient pris « des engagements forts pour réduire ou stopper leurs activités spéculatives sur les matières premières agricoles. Dans le même temps, les parlementaires votaient dans le cadre de la réforme bancaire des mesures de régulation de ces activités toxiques » rappelle l'organisation. Mais dans un nouveau rapport, l'ONG affirme que « trois groupes bancaires français proposent toujours à leurs clients des outils permettant de spéculer sur les prix des matières premières agricoles: BNP Paribas, Société Générale et Bpce via Natixis » Oxfam tient à souligner que le Crédit Agricole « semble bien avoir respecté ses engagements et cessé toute activité spéculative sur les marchés agricoles, mais refuse toujours de prendre des engagements fermes dans la durée ». « La Société Générale a certes fait un important effort de transparence et a globalement tenu ses promesses (en termes de non-ouverture de nouveaux fonds) mais c'est aujourd'hui la banque française qui spéculé le plus sur la faim » avec un montant total de fonds actifs estimé à 1,359 milliard, rapporte Clara Jamart, une responsable de l'association. Oxfam dénonce le fait que ces « activités toxiques mettent en péril le droit à l'alimentation de centaines de millions de personnes » et que « la spéculation galopante aggrave la volatilité des prix alimentaires ». Côté gouvernement, l'ONG déplore aussi que les mesures législatives sur la transparence et la régulation des marchés dérivés de matières premières agricoles ne sont toujours pas mises en oeuvre, plus d'un an et demi après le vote de la réforme bancaire à l'Assemblée nationale. » challenge.fr

Les points forts de la valeur

// Premier européen et huitième mondial de la gestion d'actifs avec 1, 653 billions d'euros d'encours

// Numéro 1 européen de l'investissement social responsable

// Activité centrée sur l'Europe, notamment la France (57 %), devant le reste de l'Europe (11 %), les Amériques (4%) et l'Asie (14 %)

// Distribution à 63 % pour les institutionnels et 37% pour les particuliers, essentiellement par les réseaux d'assurance du Crédit agricole et de la Société générale

// Encours répartis entre les obligations (45 %), les multi-actifs (18 %), les actions (16 %), la trésorerie (16 %) puis les actifs réels

// Groupe organisé en trois pôles, les filiales françaises, les filiales internationales et les joint-ventures (avec le chinois ABC-CA, l'indien SBI, le coréen NH ou le marocain Wafa...)

// Modèle économique fondé sur une plateforme centralisée pour la gestion des produits et de multiples canaux de distribution dans 40 pays

// Situation financière saine, notée « investment grade », l'une des meilleures du secteur

//Générosité envers l'actionnaire avec une distribution de 65 %

Références

AMUNDI suspend le versement de son dividende, capital.fr, publié le 02/04/2020

Amundi augmente le dividende pour 2019/2020 par 6,9%, ledividende.fr, publié le 12 février 2020

Amundi se dit confiant pour ses résultats 2020 en dépit du coronavirus, usinenouvelle.com, publié le 30/04/2020 À 05H40

Oxfam dénonce les fonds spéculatifs français sur les matières premières, Challenges.fr, publié le 23.02.2015

wikipedia.org

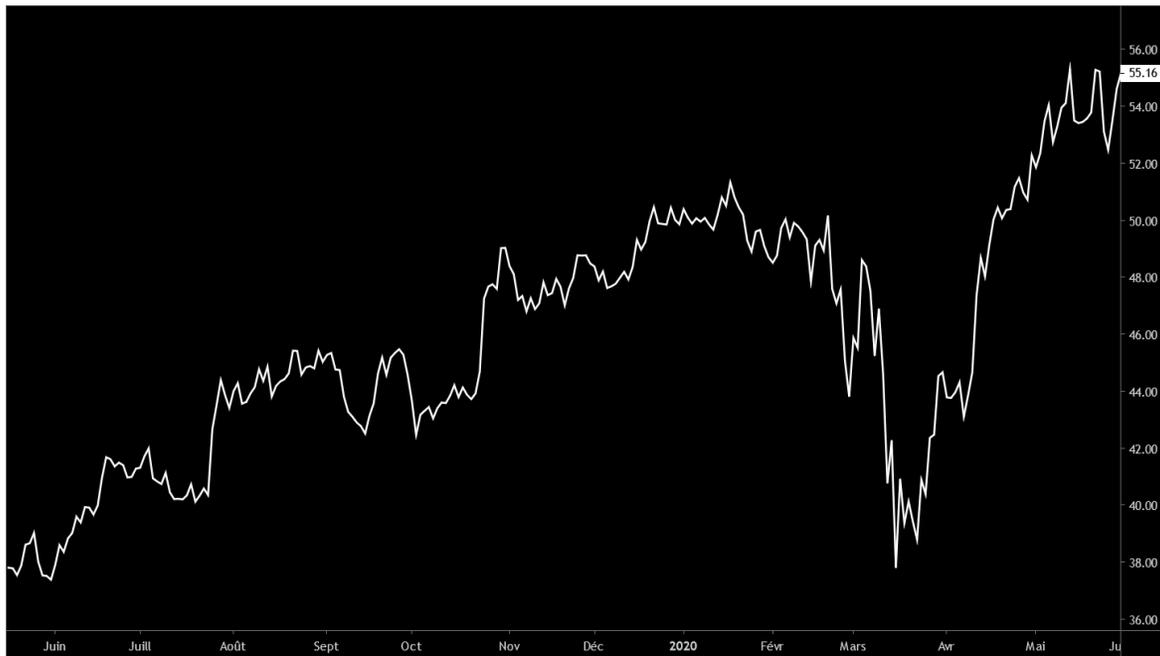
MASQUE AZN.L / AstraZeneca

« Un humanisme bien ordonné ne commence pas par soi-même, mais place le monde avant la vie, la vie avant l'homme, le respect des autres êtres avant l'amour-propre. » Claude Lévi-Strauss, anthropologue et ethnologue



« La science est dans notre ADN

AstraZeneca est un groupe biopharmaceutique international guidé par la science. La science est placée au cœur de chacune de nos actions. » astrazeneca.fr



AstraZeneca est un groupe pharmaceutique, né de la fusion en avril 1999 du suédois Astra et du britannique Zeneca. Selon le Center for Responsive Politics, les dépenses de lobbying d'AstraZeneca aux États-Unis s'élèvent en 2017 à 2 390 000 dollars. AstraZeneca est inscrit depuis 2011 au registre de transparence des représentants d'intérêts auprès de la Commission européenne. Elle déclare en 2017 pour cette activité des dépenses annuelles d'un montant compris entre 700 000 et 800 000 euros. Pour l'année 2017, Astrazeneca déclare à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique exercer des activités de lobbying en France pour un montant qui n'excède pas 75 000 euros.

En juin 2020 et sur une période de 52 semaines

Revenus / 20,66 milliards // capitalisation / 110,28 milliards // rendement sur un an / 36,76% // Dividende / 2,183 (2,60%)

Principaux actionnaires au 6 décembre 2019

Investor AB (Investment Company) / 11,0% // Capital Research & Management (World Investors) / 4,16%

Wellington Management / 3,41% // BlackRock Investment Management / 3,41% // The Vanguard Group / 2,90%

Legal & General Investment Management / 2,24% // Norges Bank Investment Management / 2,21%

Norges Bank Investment Management / 2,21% // BlackRock Fund Advisors / 1,76%

Fidelity Management & Research / 1,57% // Capital Research & Management (Global Investors) / 1,27%

Le 30 avril 2020 à 14h32 / *Coronavirus: Partenariat AstraZeneca / Université d'Oxford sur un vaccin / Reuters*

Le laboratoire anglo-suédois AstraZeneca a annoncé jeudi avoir conclu un accord concernant un candidat vaccin développé par l'université d'Oxford pour prévenir le COVID-19. Selon les termes de cet accord, AstraZeneca serait responsable du développement, de la production et de la commercialisation à travers le monde de ce candidat vaccin mis au point par des chercheurs de deux centres de l'université d'Oxford, l'Institut Jenner et le Groupe vaccins d'Oxford, et désigné pour l'instant par le nom ChAdOx1 nCoV-19.

Cette annonce a soutenu le titre AstraZeneca, qui s'adjugeait près de 3% en début d'après-midi, surperformant son concurrent GSK, dont l'action restait inchangée dans un marché londonien en baisse d'environ 1,2%. « En unissant nos forces, nous espérons pouvoir accélérer la mondialisation d'un vaccin permettant de combattre le virus et de protéger la population de la pandémie la plus mortelle d'une génération », a déclaré Pascal Soriot, PDG du laboratoire. La vice-doyenne de l'université d'Oxford, la professeure Louise Richardson, a quant à elle dit que si les chercheurs de son université parvenaient à développer un vaccin efficace, « ce partenariat avec AstraZeneca garantirait que les Britanniques, mais aussi l'ensemble des populations à travers le monde, en particulier dans les pays pauvres ou en développement, pourraient être protégés de ce terrible virus aussi rapidement que possible. » Ce vaccin recombinant, utilise comme vecteur un virus atténué provoquant normalement des rhumes sans gravité chez l'homme, modifié avec un fragment de génome du nouveau coronavirus pour qu'il produise une protéine de l'enveloppe virale du SARS-CoV-2 et prépare ainsi l'organisme à répondre à une contamination ultérieure par ce coronavirus. Ce vaccin potentiel a déjà été administré à 320 volontaires sains depuis le lancement d'un essai clinique la semaine dernière dans cinq centres en Angleterre et jusque ici semble « sûr et bien toléré ».

Le 05 juin 2020 à 11h41 / « En septembre on devrait savoir si on a un vaccin efficace ou non », a déclaré ce vendredi Pascal Soriot, sur les ondes de la BBC. Les essais sur l'homme ont commencé fin avril au Royaume-Uni, ainsi qu'au Brésil, pays qui est désormais « l'épicentre de l'épidémie », a déclaré M. Soriot. Pour gagner du temps, il a été décidé de ne pas attendre les résultats pour lancer la production. « Nous commençons à produire ce vaccin dès maintenant, il faut qu'il soit prêt d'ici à ce que nous ayons les résultats » a déclaré M. Soriot. Un tel choix représente un « risque financier », « mais c'est la seule manière d'avoir un vaccin disponible s'il fonctionne », a-t-il ajouté. AstraZeneca a conclu des accords pour mettre en place des chaînes d'approvisionnement en parallèle, dont l'un avec le Serum institute of India (SII) pour un milliard de doses à destination des pays à revenus moyens ou faibles, pour doubler la capacité de production et atteindre les deux milliards

de doses. Jeudi, le groupe a annoncé un accord pour 750 millions de dollars avec deux organismes internationaux spécialisés, le Cepi et le Gavi, pour la fabrication et la distribution de 300 millions de doses dont la livraison commencerait dès la fin de l'année.

Le 16 juin 2020 à 18:24 / *Covid-19 : que sait-on de la commande de vaccins passée à AstraZeneca ?* / libération.fr

Comment et pourquoi le laboratoire AstraZeneca a-t-il été choisi pour la commande de 400 millions de doses de vaccin par l'UE alors que d'autres projets de vaccins sont en cours de développement ? Ensuite, pourquoi et comment le nombre doses a-t-il été fixé à 400 millions alors qu'il y a 450 millions d'habitants dans l'UE ? Le contrat auquel vous faites référence est un «accord de principe» signé samedi entre quatre pays européens et le groupe AstraZeneca, afin de garantir l'approvisionnement de l'Union européenne «en cas de découverte d'un vaccin». Début juin, les gouvernements français, allemands, italiens et néerlandais ont en effet constitué une Alliance inclusive pour un vaccin (AIV) afin de mener des négociations avec plusieurs firmes qui développent ce type de préparations. Le ministère français de la Santé définit l'accord avec AstraZeneca comme «[une] première assurance dans un contexte de forte concurrence internationale». Le vaccin concerné par ce premier accord, l'AZD1222, est développé par l'Institut Jenner de l'Université d'Oxford pour le groupe pharmaceutique AstraZeneca. Il est actuellement expérimenté, à simple dose et à doubles doses, sur des volontaires au Brésil et aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Selon un récent décompte de l'Organisation mondiale de la santé, 10 candidats vaccins sont actuellement en phase d'évaluation clinique dans le monde, et 126 autres en phase d'évaluation préclinique. L'accord signé entre l'AIV et l'industriel est conditionné aux résultats de l'évaluation du vaccin, attendus pour l'automne. Dans un communiqué, AstraZeneca «reconnaît que le vaccin [actuellement expérimenté] pourrait ne pas fonctionner», mais s'engage à faire progresser le programme clinique avec rapidité. Selon l'industriel, ces doses de vaccins seront mises à disposition «à prix coûtant», à environ 2 euros l'unité. Du côté de l'AIV, il est précisé que «le prix exact du vaccin potentiel n'a pas été dévoilé en raison de la position de négociation de l'[AIV]». AstraZeneca a précisé avoir récemment conclu «des accords similaires» avec le Royaume-Uni, les Etats-Unis ou encore l'Inde, et posséder une capacité de fabrication «s'élevant actuellement à deux milliards de doses». Il est à noter que les négociations de l'AIV, bien que présentées comme étant menées «en coordination étroite avec la Commission européenne», semblent entrer en contradiction avec la ligne édictée par la commissaire européenne à la Santé, Stélla Kyriakídou. Selon elle, les 27 doivent «former un front uni» pour mener des négociations avec les industriels. La veille de l'annonce de l'accord entre l'AIV et AstraZeneca, la Commission européenne rappelait le «soutien politique clair» des Etats membres à l'idée d'un regroupement pour un accès privilégié à un futur vaccin. Elle se déclarait prête à utiliser à cette fin 2,4 milliards d'euros tirés de «l'instrument d'aide d'urgence» débloqué pendant la crise. La ministre belge de la Santé, Maggie De Block, a jugé que l'accord de l'AIV affaiblissait les capacités de négociation commune des Vingt-Sept.

Références

Coronavirus: Partenariat AstraZeneca / Université d'Oxford sur un vaccin, Reuters, publié le 30/04/2020

AFP, publié le 05/06/2020

Covid-19 : que sait-on de la commande de vaccins passée à AstraZeneca ?, Florian Gouthière, libération.fr, publié le 16/06/2020

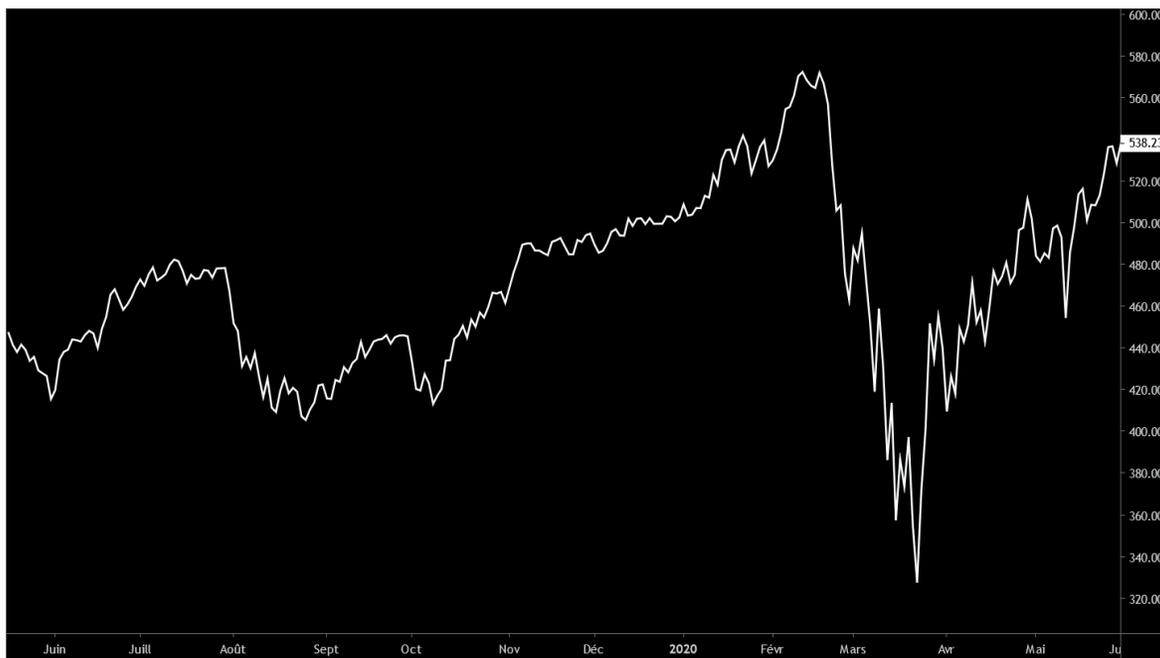
wikipedia.org

MASQUE BLK / BlackRock Inc

« Une des fonctions qui peut être assignée au masque c'est d'être non pas une classe empirique d'artefacts censés voiler ou déguiser l'identité de leur porteur mais plutôt un instrument – éphémère ou durable – visant à rendre matériellement présente une entité normalement invisible. » Anne-Christine Taylor, ethnologue



« Une expertise globale, un partenaire local.
BlackRock est un gestionnaire d'actifs mondial au service de votre bien-être financier. »
blackrock.com



BlackRock est une société multinationale américaine spécialisée dans la gestion d'actifs, dont le siège social est situé à New York. Fondée en 1988, elle est devenue le premier gestionnaire d'actifs au monde, avec ses 7 429 milliards de dollars d'actifs en gestion fin 2019 soit une croissance de + 24 % par rapport à 2018. Ses encours sous gestion dépasse de loin le PIB d'un certain nombre de pays développés. Ce montant équivaut à plus de deux fois le PIB de la France. Blackrock est présente dans 30 pays et est actionnaire majoritaire dans 20 % de l'ensemble des sociétés cotées américaines. Les principaux clients de l'entreprise sont des investisseurs institutionnels. Les caisses de pension et autres institutions représentent 66 % de ses affaires. Suite à la crise de 2008 notamment, les médias l'ont peu à peu mis en évidence. BlackRock a alors été considérée comme étant le plus gros acteur de la finance de l'ombre dans le monde. La finance de l'ombre ou *shadow banking*, finance fantôme ou encore système bancaire parallèle, désigne l'ensemble des activités et des acteurs contribuant au financement non bancaire de l'économie. Jean Tirole la définit comme étant « la migration des activités vers le secteur non régulé », qui peut s'opérer via des activités hors bilan.

Lors de la crise bancaire et financière de 2008, la société maintient sa santé financière ; alors que la faillite touche plusieurs sociétés d'investissement, BlackRock profite de la crise financière et acquiert son pouvoir actuel. « Avec la chute de Lehman Brothers, Wall Street est en pleine perte : plus personne ne sait ce que recèlent les milliers de portefeuilles financiers, ce qui se cache derrière les dérivés, ce qui est toxique ou non, dangereux ou non. BlackRock comprend vite tout le parti qu'il peut tirer de cette situation.

Depuis sa création, la firme s'appuie sur une intelligence artificielle qu'elle a créée elle-même, un supercalculateur qui surveille les marchés, un système d'évaluation des risques très sophistiqué qui consiste en des milliers d'ordinateurs qui surveillent et examinent chaque produit financier pour déterminer comment il pourrait être affecté par des événements de toutes natures. Aladdin est « capable d'analyser les risques d'investissement dans n'importe quelle action, de mettre en évidence où il faut vendre des obligations pour en tirer le meilleur prix, de suivre toutes les transactions, de combiner toutes les données pour trouver les informations essentielles pour les investisseurs » Financial Times. Les investisseurs adorent ce « robot », qui, grâce à des algorithmes sophistiqués, suit les indices comme le CAC 40, et propose des placements, basés sur un panier stable de valeurs. Les risques sont limités et cela semble payer – on est loin des intuitions humaines des analystes. Aladdin gère aujourd'hui 18 000 milliards de \$ chaque jour.

En 2009, alors que le marché boursier est au plus bas en raison de la crise de 2008, BlackRock double sa taille en s'offrant, pour 13,5 milliards de dollars, la société Barclays Global Investors. En 2010, l'entreprise annonce la création de sa propre bourse interne. BlackRock est maintenant la première société de gestion d'investissement au monde avec environ 4000 milliards de dollars d'actifs sous gestion. Blackrock et son pdg, l'ancien trader Larry Fink exercent alors une influence importante à Wall Street et à Washington D.C.. Cette tendance monopolistique inquiète certains économistes et médias spécialisés : en 25 ans, BlackRock est devenu le plus gros investisseur au monde.

La même année, BlackRock compte parmi ses actionnaires les Rothschilds, Élisabeth II du Royaume-Uni, Al Gore, Maurice Strong, Warren Buffett, George Soros et le mexicain Carlos Slim.

En 2015, le régulateur allemand des marchés inflige à la société une amende de 3,25 millions d'euros pour des déclarations erronées ou tardives des droits de vote réellement détenus. En novembre 2015, BlackRock acquiert à Bank of America la gestion de 87 milliards de fonds monétaires. En octobre 2017, BlackRock et BlackStone annoncent leur intention d'ouvrir des bureaux en Arabie saoudite pour contribuer à la diversification économique et financière du pays. En décembre 2018, le cumul d'actifs sous gestion de BlackRock dépasse les 5 980 milliards de dollars.

En 2016, BlackRock était actionnaire au sein de 18 sociétés du CAC 40, fin 2017, selon une étude d'Euronext, BlackRock possède 1,9 % du CAC, avec des participations autour de 5 % dans une vingtaine de multinationales françaises. Il est, en 2020, le cinquième plus gros actionnaire du CAC 40, derrière la famille Arnault, l'État français, la famille Bettencourt, son concurrent Vanguard.

Valeurs du CAC40 détenues par Blackrock début 2020

Air Liquide (4,64 %), Bouygues (4,43 %), Unibail Rodamco (4,08 %), Publicis (3,66 %), Legrand (3,19 %), Stmicoelectronics (2,63 %), Safran (1,75 %), Thalès (1,41 %), Axa (1,26 %), et Engie (1,25 %), L'Oréal (0,56 %).

BlackRock devrait poursuivre son développement en France, puisqu'il a obtenu de l'Autorité des marchés financiers l'autorisation de créer une société de gestion de fonds d'investissement. Ses clients sont des collectivités, des fonds souverains, des fonds de pension, des banques, des fondations et même des syndicats. BlackRock les accompagne dans le cadre de mandats ; il peut pour certains d'entre eux gérer des investissements dans des produits d'épargne-retraite.

Juin 2019, BlackRock diffuse une note de 16 pages où le fonds livre son analyse sur le niveau d'épargne-retraite des Français et son développement possible grâce à la loi Pacte. BlackRock formule une série de recommandations, dont l'adhésion automatique à l'épargne-retraite. « mettre en place des incitations comportementales pour accroître le niveau des contributions volontaires » ou encore « imposer à terme la mise en place de dispositifs d'épargne retraite à adhésion automatique ».

« En aucune manière nous n'avons cherché à exercer une influence sur la réforme du système de retraite par répartition », qui « restera le socle de la retraite en France » Jean-François Cirelli, pdg BlackRock France.

BlackRock comme ses confrères livre régulièrement ce type de note, des *whitepapers*, destinées aux « décideurs » mais aussi aux clients. « Et elles sont très lues, car BlackRock est un poids lourd de la finance » Beatrice Parrino, Le Point.fr.

BlackRock a dépensé en 2018 près d'1 million et demi d'euros en lobbying auprès du Parlement européen. BlackRock entend en particulier influencer sur les questions de taxation et de régulation financières. En avril 2020, BlackRock remporte un appel d'offre organisé par la Commission européenne pour rédiger un rapport sur la manière dont la supervision bancaire de l'UE pourrait prendre en compte le climat. Cette annonce suscite des craintes au sujet de possibles conflits d'intérêts compte tenu des investissements de BlackRock dans le secteur des énergies fossiles.

Au 13 janvier 2020, Blackrock possède 2 747 fonds, 2 156 sont composés d'actifs financiers issus des pays développés et 589 sont issus des pays émergents. Blackrock siège au sein des assemblées d'actionnaires de plusieurs milliers de sociétés. Le fonds actions Blackrock le plus performant est BGF World Technology Fund, un fonds investissant au minimum 70 % de son actif en actions internationales du secteur des technologies. Performance cumulée depuis sa création le 22 juillet 2008 : + 489,41 %. BlackRock est un des investisseurs les plus importants de huit des plus grandes firmes pétrolières mondiales, et détient plus de 87 milliards de dollars de parts dans des entreprises d'énergies fossiles.

Principales sociétés américaines dont Blackrock détient des actions, début 2020

Apple : 2,41 % du capital, (33,50 milliards de \$)
Alphabet (Google) : 2,44 % du capital (24,23 milliards de \$)
Amazon : 2,06 % du capital (19,32 milliards de \$)
Facebook : 2,46 % du capital (15,57 milliards de \$)
JPMorgan Chase : 2,50 % du capital (10,75 milliards de \$)
Chevron : 2,47 % du capital (5,46 milliards de \$)
Wells Fargo : 2,36 % du capital (5,19 milliards de \$)
Walmart Stores : 1,26 % du capital (4,14 milliards de \$)

Selon Le Figaro, « BlackRock est parvenu au premier trimestre à limiter les dégâts causés par la pandémie de coronavirus et aborde le reste de

l'année en position de force après avoir été choisi par la banque centrale américaine (Fed) pour piloter des programmes d'aide aux entreprises. Le groupe a attiré 35 milliards de dollars de liquidités, portant à 6.470 milliards de dollars ses actifs sous gestion, seulement en baisse de 1% sur un an, a-t-il indiqué dans un communiqué jeudi. La société new-yorkaise a été un des grands bénéficiaires de l'instabilité sur les marchés financiers en mars, ce qui s'est matérialisé par une hausse des frais de gestion. Le chiffre d'affaires trimestriel a, par conséquent, augmenté de 11%, à 3,71 milliards de dollars, supérieur aux 3,63 milliards escomptés en moyenne par les analystes. Le bénéfice net a certes chuté de 23,45% à 806 millions de dollars, mais il a été amputé d'une somme de 589 millions versée à des organisations caritatives, a expliqué BlackRock. « BlackRock se distingue tout particulièrement dans un environnement comme celui-ci », a déclaré Larry Fink, en référence à la crise sanitaire actuelle, qui a provoqué l'arrêt de l'activité économique aux Etats-Unis et entraîné des millions de chômeurs. Comme lors de la crise de 2008, les autorités américaines, séduites par Aladdin, ce système très sophistiqué d'évaluation des risques, se sont tournées vers BlackRock pour les aider à administrer des programmes d'assistance financière aux entreprises affectées par la pandémie. La société de gestion est chargée par la Fed de gérer trois programmes d'aide: un sur le rachat des dettes émises par les entreprises, un deuxième sur l'achat des crédits liés aux ETF (Exchange Traded Funds, fonds cotés en Bourse qui suivent en général l'évolution d'un indice ou d'un groupe particulier d'actifs) et un troisième sur le rachat des obligations liées à l'immobilier commercial. Les critiques font remarquer qu'il y a des conflits d'intérêt parce que BlackRock domine, et de très loin, le marché des ETF. La société a répondu en affirmant qu'elle ne serait pas rémunérée sur la partie ETF. Outre la Fed, Larry Fink affirme jeudi que BlackRock apporte également ses conseils financiers à d'autres banques centrales afin de « faciliter l'efficacité des marchés et de soutenir l'économie mondiale ».

Références

cafedelabourse.com, article publié le 16 janvier 2020

BlackRock résiste au coronavirus et va conseiller des banques centrales, Le Figaro avec AFP, publié le 16/04/2020

Retraites : BlackRock, géant de la finance et machine à fantasmes, Beatrice Parrino, Le Point.fr, publié le 03/01/2020

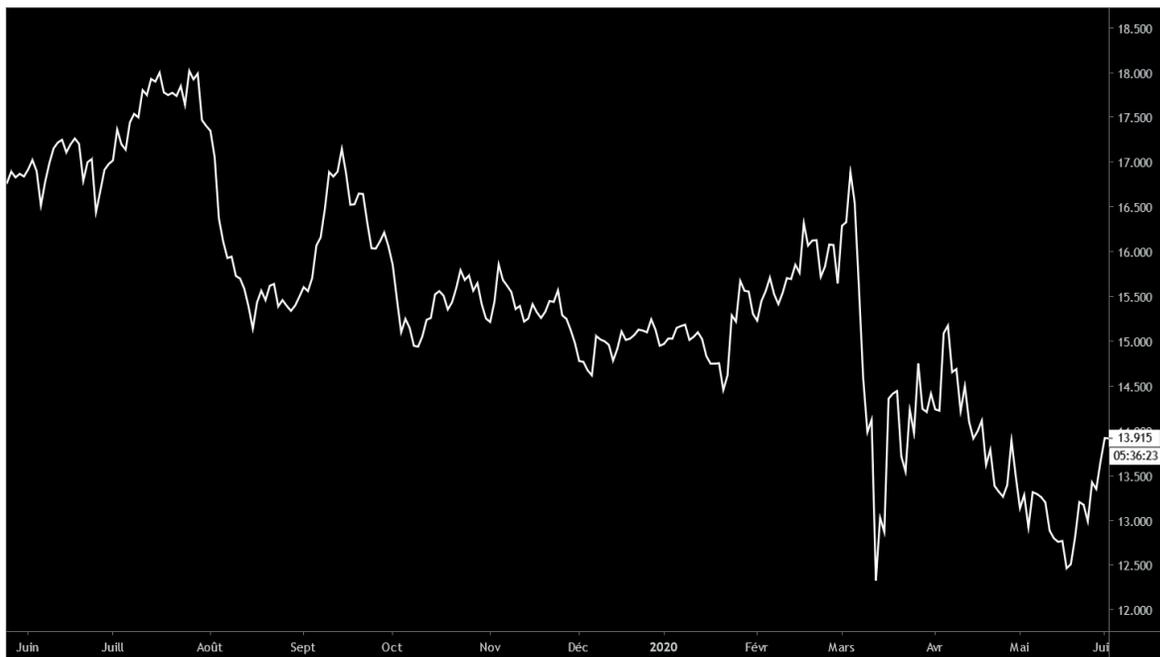
wikipedia.org

MASQUE CA.PA / Carrefour SA

« Sous le masque de la croissance se dissimule, en fait, la création de la pénurie. » Vandana Shiva



« Favoriser l'accès à une alimentation de qualité , saine, qui a du goût. (...) Carrefour s'engage afin de démocratiser le mieux-manger et transforme en profondeur les pratiques du Groupe au plus près des attentes des consommateurs. »
carrefour.com



Carrefour est un groupe français du secteur de la grande distribution, pionnier du concept d'hypermarché en 1963. Devenu en 1999 le numéro un européen de la grande distribution en fusionnant avec Promodès, il se hisse en 2013 au 3e rang mondial de ce secteur par son chiffre d'affaires, derrière le groupe américain Walmart. En 2016, il recule à la 6e place mondiale, selon Deloitte.

Créé en 1959 à Annecy, il est présent en Europe, en Amérique du Sud et en Asie, ainsi que dans d'autres zones du monde sous forme de partenariat local. Il est également présent dans d'autres formats de la grande distribution : les supermarchés, les magasins de proximité et le libre-service de gros. Hormis l'enseigne Carrefour, le groupe Carrefour exploite les enseignes Atacadão, Carrefour Bio, Carrefour City, Carrefour Contact, Carrefour Express, Carrefour Maxi, Carrefour Market, Carrefour Montagne, Docks, Globi, Gross Iper, Promocash, Proxi, Rast, Supéco.

Chiffre d'affaires / 80 672 M€ en 2019 / + 3,1 %

Résultat net / 1 311 M€

Principaux actionnaires au 27 janvier 2020 [capital.fr]

Moulin (famille) / 9,86% // Arnault (famille) / 8,44% // Diniz (famille) / 7,44% // Invesco Asset Management / 2,56%

Schroder Investment Management / 2,17% // DWS Investments / 2,17% // The Vanguard Group / 2,05%

BNP Paribas Asset Management France / 1,99% // Amundi Asset Management (Investment Management) / 1,78%

Norges Bank Investment Management / 1,44%

2017 / capital.fr / La progression des ventes des produits de grande consommation (PGC) s'effrite sur notre territoire. La croissance limitée à 0,1% en valeur au premier semestre 2016 est inférieure à la moyenne européenne (+0,3%), selon la dernière étude IRI Topline Report. Entre 2012 et 2014 la croissance française de ces ventes était faible mais au-dessus de la moyenne. Après être rentrée dans cette moyenne l'an passé, elle est aujourd'hui inférieure. Plusieurs facteurs expliquent ce phénomène, parmi lesquels une guerre des prix acharnée et des opérations de promotion en augmentation de 8,5% sur les six premiers mois de 2016. Or cette baisse des prix n'a même pas soutenu les volumes. Ces derniers ont reculé de 0,8%, contre un repli en volumes de 0,3% pour la moyenne européenne. L'Allemagne, l'Espagne et l'Italie sont les seuls pays où les ventes de PGC restent positives. Leurs niveaux sont néanmoins inférieurs à ceux de 2015.

Le 13 mars 2018 / *Les généreux dividendes de Carrefour* / B. Merlaud / lineaires.com

FO et la CFDT appellent à la grève chez Carrefour le week-end de Pâques pour protester contre le plan d'austérité du groupe et la « main basse » des actionnaires sur les bénéfices. De fait, des dividendes sont bien prévus alors que le distributeur enregistre des pertes. Grâce à une méthode de calcul favorable mise en place depuis 2011. On s'en souvient, déçus par la baisse du cours en Bourse, les actionnaires de Carrefour avaient d'abord obtenu au titre de l'exercice 2010 le versement d'un dividende monstre. Avec un joli numéraire (708 millions d'euros) et, surtout, l'octroi automatique d'actions Dia pour un montant de 2,3 milliards d'euros. Le distributeur s'était retrouvé délesté de sa branche hard discount, offerte ainsi aux actionnaires, sans contrepartie. À partir de l'exercice 2011, une nouvelle règle de calcul des dividendes a été mise en place. Désormais, Carrefour redistribue aux actionnaires 45% de son résultat net ajusté des éléments exceptionnels. L'ajustement permet d'écarter du calcul des événements non récurrents, dont l'impact peut être positif ou négatif. Ce taux de « pay out » est très généreux, mais il reste conforme aux pratiques de nombreuses entreprises du CAC 40. Avec les années, les 45% de redistribution se sont transformés en une fourchette de 45 à 50%. Sur l'exercice 2016, le taux est grimpé à 51%. Le principe d'ajustement du résultat, surtout, a entraîné une déconnexion entre les dividendes versés et le résultat net publié, ce qui provoque aujourd'hui la colère des syndicats. Entre 2013 et 2016, le résultat net part du groupe n'a pas cessé de baisser, passant de 1,3 milliard d'euros à 746 millions d'euros. Les dividendes versés, au contraire, n'ont fait qu'augmenter. Les actionnaires avaient touché 434 millions d'euros pour l'exercice 2013, ils ont perçu 523 millions d'euros pour 2016. Parce que le résultat net ajusté, lui, augmentait sur la même période. Le décalage est encore plus spectaculaire pour l'exercice 2017. Carrefour publie des pertes nettes lourdes, de 531 millions d'euros. Mais le dividende proposé aux actionnaires, qui sera validé lors de l'assemblée générale de juin 2018, est tout

de même de 345 millions d'euros ! Parce que le résultat net ajusté, là encore, est flatteur. Il fait ressortir un bénéfice de 773 millions d'euros. Prudemment, Carrefour a choisi cette année un taux de distribution dans le bas de sa fourchette (45%). Dans le même temps, la prime de participation aux bénéfices des salariés (français), entre 2016 et 2017, se retrouve divisée par dix.

La politique de dividendes de Carrefour / bnains.org / Source : Carrefour

En M€	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010
Résultat net part du groupe	- 531	746	980	1 249	1 263	1 233	371	433
Résultat ajusté	773	1 031	1 113	1 040	929	921	756	1 203
Dividendes	345	523	509	492	434	398	348	3 018

Le 15 mars 2019 / Dividendes : vers un record en 2019 avec plus de 50 milliards d'euros distribués par le CAC 40 / Olivier Dauzat / lerevenu.com

Selon des calculs de Factset recoupés par Le Revenu, les grandes sociétés de la cote française s'apprentent à distribuer cette année plus de 50 milliards d'euros à leurs actionnaires. C'est un record historique pour le CAC 40. C'est un chiffre, estimé à 51 milliards d'euros, en augmentation de 9,7% environ par rapport à 2018. La tendance est à la hausse depuis plusieurs exercices. Lors de la crise qui avait suivi l'effondrement de Lehman Brothers, les dividendes étaient tombés à moins d'une trentaine de milliards d'euros, en 2009. La remontée observée depuis correspond à l'amélioration de la profitabilité des entreprises. Elle s'est effectuée sans que le taux de distribution des bénéfices des sociétés explose (48% cette année en moyenne). Quant au rendement moyen de l'indice, il s'établit à 3,2%. Les bancaires rassurent. Selon nos pointages, aucune société du CAC 40 ne baisse son dividende cette année. Quatorze d'entre elles le maintiennent à leur niveau de l'an dernier et vingt-trois, soit plus de la moitié, l'augmentent. D'année en année, le constat se vérifie : les dividendes se révèlent très robustes dans la durée alors que les cours de Bourse et les résultats peuvent se montrer volatils. Pour une société cotée, couper le dividende revient à envoyer un signal très négatif aux investisseurs. Pour maintenir sa distribution dans les périodes difficiles, elle n'hésitera pas à puiser dans ses réserves, voire à proposer l'option de paiement du dividende en titres. Sur la voie du redressement, Carrefour propose l'option du paiement de son dividende en actions, à l'instar d'Atos, Société Générale et Publicis. La logique voudrait que la progression du dividende corresponde peu ou prou à celle du résultat net. Mais la corrélation est loin de toujours se vérifier.

Le 28 octobre 2019 / CICE : le groupe Carrefour a perçu 755 millions d'euros et créé 259 emplois / L'Oeil du 20 heures / France Info /

Une entreprise peut-elle supprimer des postes quand elle a touché le CICE, ce crédit d'impôt censé améliorer la compétitivité et l'emploi ? C'est la question à laquelle va devoir répondre le tribunal de grande instance de Marseille saisi par la CGT d'un hypermarché Carrefour. Le jugement est attendu le 21 novembre. Pour lutter contre le chômage, le gouvernement de François Hollande avait communiqué sur une mesure forte : le pacte de responsabilité et son CICE, une aide financière destinée aux entreprises. «Je propose un pacte de responsabilité aux entreprises : moins de contraintes sur leurs activités, et en même temps, une contrepartie : plus d'embauche», annonçait François Hollande lors de son allocution du 31 décembre 2013.

C'est une première en France : Carrefour Hypermarchés est assigné devant le tribunal de grande instance de Marseille pour contournement de l'objet du CICE, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi. Que disait la loi ? Ce crédit d'impôt, en vigueur jusqu'à l'an dernier, avait pour objet «le financement de la compétitivité [des entreprises] à travers notamment des efforts en matière d'investissement, (...) de formation, de recrutement». « Pour les entreprises, pour l'emploi », résumait le gouvernement en 2014, sans fixer d'objectifs par entreprise.

Carrefour Hypermarchés a transmis à la justice des données jusqu'alors confidentielles : cette branche du groupe de grande distribution a perçu 428 millions d'euros de crédit d'impôt en 6 ans. Mais a-t-elle fait des efforts notamment pour favoriser l'emploi ? Au Nord de Marseille, l'hypermarché Carrefour Le Merlan fait travailler plus de 400 personnes. Depuis l'entrée en vigueur du CICE, il a perdu 45 emplois et ce n'est pas fini : un nouveau projet prévoit de réduire encore les effectifs. «On était environ 400 personnes et on va perdre 100 personnes : un quart de

l'effectif !» relève Yohann Nezri (CGT) Carrefour Le Merlan. Et ce n'est pas le seul magasin dans ce cas. Steve Doudet, l'avocat de la CGT qui porte l'affaire en justice, s'est penché sur les bilans sociaux de la Société Carrefour Hypermarchés. «Il y avait 61 513 salariés en 2013 ; en 2018, il ne sont plus que 59 638.» Soit 1875 postes supprimés dans les hypermarchés en 6 ans. «Nous voyons des salariés perdre leur emploi pendant que dans ce temps là on bénéficie des aides publiques à l'emploi. Il y a une incohérence mais surtout un scandale.» Le groupe Carrefour, lui, estime avoir respecté les objectifs du CICE. Car si la filiale Carrefour Hypermarchés a supprimé des postes, d'autres branches du groupe auraient créé des emplois. Sur la durée du CICE, les effectifs de tout le groupe en France ont gagné 259 salariés, sur plus de 100 000. Pendant que le groupe Carrefour percevait au total 755 millions d'euros de Crédit d'Impôt pour la Compétitivité... et l'Emploi.

Le 17 mars 2020 / *Casino, Carrefour, Rallye... les actions des distributeurs dopées par le confinement* / capital.fr /

Les actions des géants de la grande distribution ont le vent en poupe, après les mesures de confinements annoncées par le président français. Les distributeurs, qui font partie des rares commerces autorisés à ouvrir, sont soutenus par le bond de la demande suite à un mouvement massif d'achat des habitants de l'Hexagone. Casino progresse ainsi de 10,67% à 34,03 euros et s'adjuge la troisième place du SBF 120, sa maison mère Rallye (+22,77% à 6,12 euros) est également en forte progression. Carrefour (+5,71% à 13,61 euros), quant à lui, signe la pôle position du CAC 40. Selon le marché, JP Morgan aurait relevé sa recommandation sur l'action Carrefour de Sous-Performance à Neutre et rehaussé son objectif de cours de 15 à 16 euros. Les Français se ruent dans les supermarchés. Depuis l'annonce des mesures fermes d'Emmanuel Macron pour lutter contre le coronavirus, la crainte de pénurie commence à se développer chez les consommateurs...

Le 30 mars 2020 / *Carrefour a-t-il menacé ses salariés qui ne veulent pas venir travailler ?* / capital.fr

Samedi 28 mars, les salariés de l'entrepôt de Ploufragan (Côtes-d'Armor) ont eu la mauvaise surprise de recevoir un courrier les décourageant fortement de cesser le travail, rapporte Le Parisien. Dans cette missive, la direction du site les prévient que s'ils ne reprennent pas leur poste, ils pourraient encourir des retenues sur salaire ainsi que des procédures disciplinaires « pouvant entraîner une sanction ». La veille, des responsables syndicaux et encadrants avaient déclenché un droit d'alerte après le refus de la direction de l'entrepôt de distribuer des masques de protection à ses salariés. Dans ce courrier, le directeur, pour sa part, estime que «le droit de retrait n'est pas justifié» et précise que Carrefour Supply Chain a «mis en œuvre toutes les dispositions prévues par le Code du travail ainsi que les recommandations gouvernementales (affichage des gestes barrières, gel hydroalcoolique, nettoyage des locaux 'renforcé'...)». Quant aux masques, la direction reconnaît ne pas en avoir mis à disposition des salariés. Pourtant, le document du droit d'alerte précise bien que vendredi, «2.100 masques afin de protéger les salariés contre le Covid-19», ont été reçus, relate Le Parisien. La direction de l'entrepôt affirme que la décision de ne pas distribuer les masques vient de plus haut. «La direction nous a dit que c'était une décision nationale», indique Alain Mahé, représentant CGT à Ploufragan. Contactée par Le Parisien, la direction de Carrefour affirme qu'aucune consigne nationale n'a été passée à ce sujet. «Nous avons commandé plus de 20 millions de masques. Il y en a plusieurs millions qui arrivent dans quelques heures.» Quant aux menaces reçues par les salariés de l'entrepôt de Ploufragan, Carrefour assure qu'«en aucun cas, les retenues sur salaire n'ont été mises à exécution, car nous avons toujours tout résolu par le dialogue». Au total, selon la direction, une trentaine de salariés du groupe auraient exercé leur droit de retrait.

Le 21 avril 2020 / capital.fr / Carrefour va réduire de moitié le dividende proposé au titre de 2019. Face à l'impact de la crise du coronavirus, Carrefour procède à des ajustements pour limiter les sorties de cash. Le PDG Alexandre Bompard «a fait part au Conseil d'administration de sa décision de renoncer à 25% de sa rémunération fixe pour une période de deux mois correspondant à la phase aiguë de la crise». Il a par ailleurs «informé le conseil d'administration qu'il avait décidé de geler les rémunérations fixes des membres du Comité exécutif du groupe pour toute l'année 2020, et qu'il leur avait demandé de renoncer à 10% de leur rémunération fixe pour une période de deux mois selon un communiqué. M. Bompard et les membres du conseil d'administration de Carrefour ont également «décidé de diminuer de 25% le montant de leurs jetons de

présence pour l'année en cours et les sommes correspondantes seront affectées au financement d'actions de solidarité pour des salariés du groupe, en France et à l'étranger ». Carrefour a par ailleurs annoncé que dans le contexte exceptionnel de pandémie de Covid-19, son conseil d'administration, lors de sa séance du 20 avril 2020, avait décidé de réduire de 50% le dividende proposé au titre de l'exercice 2019, par rapport à ce qui avait été initialement annoncé le 27 février 2020.

Le 29 avril 2020 / *Carrefour a massivement profité des achats «panique» de ses clients* / capital.fr

Carrefour confirme ses objectifs pour 2022 et souligne la solidité de son bilan. Le distributeur a vu ses ventes bondir en mars, alors que de nombreux particuliers ont constitué des stocks de précaution en début de pandémie. Le géant tricolore de la grande distribution fait partie des rares gagnants de la crise actuelle. Porté par les achats de précaution en mars dans le contexte de pandémie, le chiffre d'affaires a gagné près de 8% au premier trimestre. Le distributeur précise qu'il réitère les orientations stratégiques du plan Carrefour 2022 et qu'il confirme ses objectifs. La société a notamment pour ambition d'atteindre, en 2022, un chiffre d'affaires e-commerce alimentaire de 4,2 milliards d'euros ou encore des revenus de 4,8 milliards d'euros en produits bio. « Dans un trimestre très atypique, nos ventes ont été portées en janvier et février par le succès des initiatives stratégiques lancées depuis deux ans, puis ont connu une accélération notable en mars. Elles ont ainsi enregistré une croissance soutenue sur toute la période et dans toutes nos géographies » a déclaré Alexandre Bompard, son président-directeur général. Le groupe ajoute disposer d'un des des bilans les plus solides de l'industrie. Il rappelle qu'au 28 avril 2020, le Groupe est noté BAA perspective négative par Moody's et BBB perspective stable par Standard & Poor's. La liquidité de la société a été renforcée au cours du trimestre par l'émission obligatoire réalisée en mars pour un montant de 1 milliard d'euros à maturité décembre 2027. Enfin, le groupe dispose de deux facilités de crédit d'un montant total de 3,9 milliards d'euros de maturité 2026, non tirées à ce jour.

Le 04 juin 2020 / *Carrefour et Casino pourraient connaître un rattrapage : le conseil Bourse du jour* / capital.fr

Les géants français de la grande distribution ont globalement tiré leur épingle du jeu depuis le début de la crise. Pour autant, leurs actions restent à la traîne. Mais elles devraient bénéficier d'un rattrapage sur les prochaines semaines. « La crise sanitaire et les mesures de confinement ont eu des effets plutôt bénéfiques pour le secteur de la grande distribution en France », Antoine Fraysse-Soulier, responsable de l'analyse de marchés chez eToro. Les deux géants tricolores, Carrefour et Casino, ont fait état d'une accélération de leur chiffre d'affaires au 1^{er} trimestre. En raison du confinement, « les magasins de proximité et le commerce en ligne ont été très dynamiques, les ventes dans le e-commerce ont bondi de 45% pour Carrefour ». Par ailleurs, les géants de la distribution ont profité des achats de précaution, avec l'achat en masse de produits alimentaires de longue conservation (pâtes, riz, sucre...). On peut noter le partenariat scellé au mois d'avril entre Carrefour et Uber Eats, toutefois ces événements favorables ne se sont pas traduits par une euphorie en Bourse, « bien au contraire ». On peut toutefois envisager un effet rattrapage sur Carrefour et Casino en Bourse lors des prochaines semaines. En données hebdomadaire, la tendance est toujours baissière sur Carrefour, « mais des signes potentiels de retournement commencent à apparaître ». Laurent Albie, Next Momentum.

Références

Carrefour et Casino pourraient connaître un rattrapage : le conseil Bourse du jour, Nicolas Gallant, capital.fr, publié le 04/06/2020

Carrefour a massivement profité des achats «panique» de ses clients, Alexandre Bompard, capital.fr, publié le 29/04/2020

Carrefour : Alexandre Bompard baisse son salaire, le dividende réduit de moitié, capital.fr, publié le 21/04/2020

Carrefour a-t-il menacé ses salariés qui ne veulent pas venir travailler ?, capital.fr, publié le 30/03/2020

Casino, Carrefour, Rallye... les actions des distributeurs dopées par le confinement, capital.fr, publié le 17/03/2020

CICE : le groupe Carrefour a perçu 755 millions d'euros et créé 259 emplois, L'Oeil du 20 heures, FrancelInfo, publié le 28/10/2019

Les généreux dividendes de Carrefour, B. Merlaud, lineaires.com, publié le 13/03/2018

Dividendes : vers un record en 2019 avec plus de 50 milliards d'euros distribués par le CAC 40, Olivier Dauzat, lerevenu.com, publié le 15/03/2019

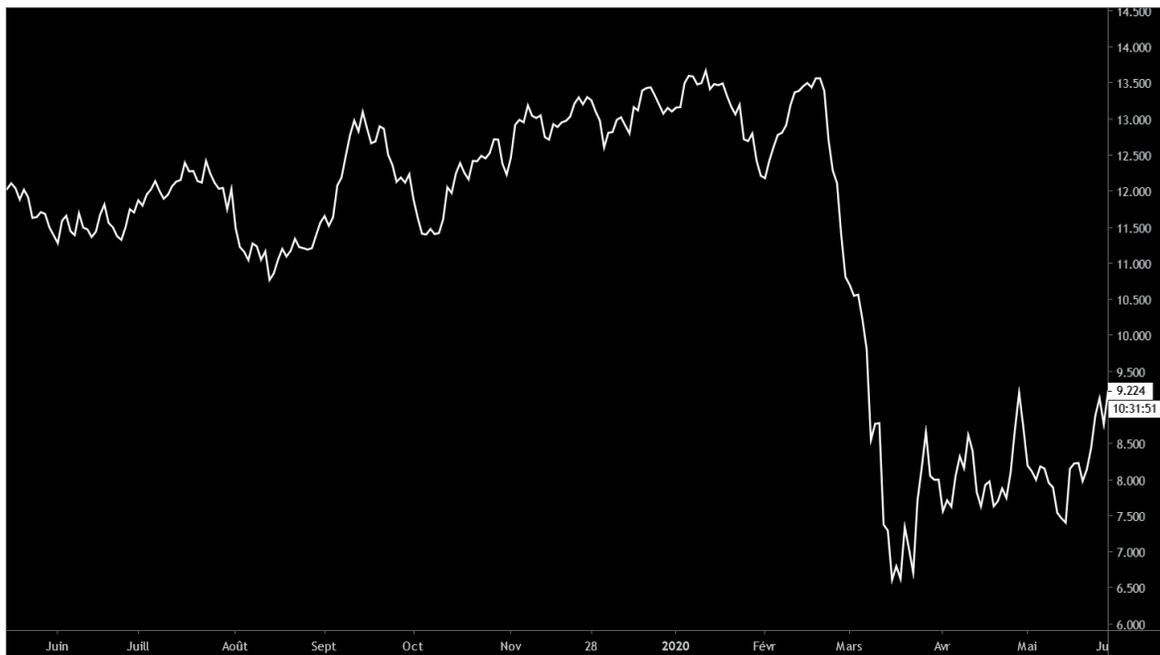
MASQUE CSGN.ZU / Credit Suisse Group AG

« La volonté de créer une humanité unifiée déracinée et simple consommatrice en croyant que cela aplanirait les tensions mondiales est une des pires stupidités de l'occidentalisme capitaliste. » Vandana Shiva



« L'argent ne rapporte plus rien

Pourquoi, même en période de turbulences sur les marchés financiers, investir sur le long terme est plus rentable que de laisser dormir son argent. Un rendement malgré des taux bas ? Identifier et exploiter les opportunités » [credit-suisse.com](https://www.credit-suisse.com)



Fondé en 1856, le Credit Suisse, dont le siège social se trouve à Zurich en Suisse, est présent dans plus de 50 pays. Credit Suisse est aujourd'hui un leader mondial de la gestion de fortune possédant de solides compétences en investment banking. Sa clientèle englobe des particuliers, des petites et moyennes entreprises et des organismes gouvernementaux. Les actions nominatives de Credit Suisse Group AG (CSGN) sont cotées en Suisse, ainsi qu'à la bourse de New York.

En 2016, les actifs gérés s'élevaient à 1 251 milliards de francs suisses. La banque est régulièrement listée parmi les Bulge Brackets, ce groupe comprenant les banques d'investissement les plus rentables ainsi que les plus importantes pour le système financier mondial.

En 2020, les actifs gérés s'élevaient à 1507 billion CHF

Principaux actionnaires au 18 octobre 2019

Qatar Investment Authority / 5,21% // Norges Bank Investment / 4,98% // Harris Associates / 4,97% // Olayan Europe / 4,93%

Dodge & Cox / 3,06% // Silchester International Investors / 3,03% // William Blair Investment Management / 0,14%

Credit Suisse Group (autocontrôle) / 0,099% // Enseignants retraités du Texas / 0,049% // Hardman Johnston Global Advisors / 0,049%

Le Crédit suisse soutient une stratégie appelée bancassurance qui consiste à essayer d'être une entreprise unique qui offre tous les produits de services financiers communs. Le Crédit suisse a développé le modèle « CreditRisk+ » d'évaluation des risques dans les prêts, qui se concentre exclusivement sur la probabilité de défaut sur la base de la méthode exogène de Poisson. En 2002, environ 20 % des revenus du Crédit suisse provenaient des activités d'assurance qu'il avait acquises lors de l'acquisition de l'assurance Winterthur en 1997. Les produits d'assurance de la banque d'investissement sont principalement populaires sur le marché intérieur et comprennent, entre autres, des produits d'assurance automobile, incendie, habitation, vie, invalidité et retraite. Historiquement, 20 à 40 % des revenus de la banque proviennent des services bancaires privés, l'une de ses divisions à marge bénéficiaire plus élevée.

Le Crédit suisse produit l'un des six hedge funds (fonds spéculatifs, leurs stratégies d'investissement reposent sur des prises de risques élevées et donc des espérances de gain élevées) qui suivent les indices boursiers européens utilisés pour évaluer la performance des marchés. La banque d'investissement détient également une participation de 30 % dans la société d'investissement de fonds de couverture York Capital Management. Le Crédit suisse publie ses conseils en placement dans quatre publications : Compass, Viewpoints, Research et le Credit Suisse Investment Committee Report.

En 2006, le Crédit suisse annonce la fusion de ses activités dans la banque privée en fusionnant Credit Suisse Fides, Clariden Bank, BGP Banca di Gestione Patrimoniale, Bank Hofman et Bank Leu regroupées dans une nouvelle entité nommée Clariden Leu. À la fin de 2006, la fusion des activités banque privée et Leasing et de l'intégration City Bank SA forme sa filiale Bank-now, spécialisée dans la banque privée et le leasing. En mai 2014, le Crédit suisse paie une amende de 2,6 milliards de dollars aux États-Unis pour son aide à l'évasion fiscale de ressortissants américains. En mars 2016, il annonce la réduction de la taille de ses activités dans la banque d'investissement avec la suppression de deux mille postes dans cette branche. Au total, six mille suppressions de postes sont prévues pour 2016. En avril 2019, le Crédit suisse annonce l'acquisition de 17 % dans sa filiale chinoise Credit Suisse Founder Securities pour faire monter sa participation dans cette dernière à 51 %

Le 23 décembre 2016 / *Credit Suisse et la justice américaine trouvent un accord dans l'affaire des subprimes* / lemonde.fr / La banque helvétique devra s'acquitter d'une pénalité civile de 2,48 milliards de dollars et indemniser les consommateurs à hauteur de 2,8 milliards de dollars. Afin d'éviter une procédure civile intentée par le ministère de la justice américain dans le cadre de l'affaire des subprimes (titrisation, souscription et émission de RMBS [crédits immobiliers toxiques convertis en produits financiers], la banque Credit Suisse devra s'acquitter d'une amende de 5,28 milliards de dollars (4,93 milliards d'euros), a-t-elle annoncé vendredi 23 décembre dans un communiqué.
« [Credit Suisse] a conclu une entente de principe avec le ministère de la justice américain relatif à son activité de créances hypothécaires

résidentielles, une entreprise principalement menée de 2005 à 2007. » L'enquête remonte à 2012, quand Barack Obama avait réclamé des comptes au secteur bancaire, après la crise financière de 2008. Les produits financiers « toxiques » proposés par Deutsche Bank étaient dérivés de crédits « subprimés », ces prêts immobiliers proposés aux Etats-Unis à des emprunteurs insolubles et basés sur des estimations surévaluées des biens immobiliers. Deutsche Bank et Credit Suisse ne sont pas les seuls à avoir été poursuivies par la justice américaine. JP Morgan Chase, Bank of America et Goldman Sachs ont également dû payer plusieurs dizaines de milliards de dollars au terme de procédures similaires.

Le 9 février 2017 / *Une crise en quête de fin - Quand l'Histoire bégaie* / Rapport d'information n° 393 (2016-2017) de M. Pierre-Yves Collombat fait au nom de la Délégation sénatoriale à la prospective

Très schématiquement, l'économie est alimentée en monnaie par deux sources : le circuit financier de recyclage de l'épargne et le système bancaire. (...)

Le circuit bancaire. Le système bancaire a, pour sa part, le privilège, qualifié à tort de régalien puisque ce sont des banques privées qui l'exercent, de créer de la monnaie, simplement en inscrivant un dépôt dans la colonne « passif » de son bilan et un prêt dans sa colonne « actif ». Comme le dit l'adage, dans une économie monétarisée : « Les prêts font les dépôts. » En d'autres termes, la monnaie scripturale fait le crédit. Dès lors que l'État décide de privatiser banques, entreprises ou équipements publics, ce privilège accordé aux banques commerciales devient une formidable machine à transférer, à crédit et par remboursement sur les bénéficiaires futurs, le patrimoine public dans des mains privées. De quoi rester admiratif !

La garantie de cette nouvelle monnaie, ce sont les dépôts des clients de la banques - salaires et économies des particuliers, trésorerie des entreprises -, ses fonds propres et les emprunts contractés auprès d'autres banques ou d'investisseurs. L'entrepreneur pourra réaliser ses investissements, payer les employés supplémentaires avec cet argent sorti du néant. La banque recevra des intérêts pour ce service. Au final, le prêt remboursé et le dépôt dépensé disparaîtront des lignes de comptes de la banque mais des richesses et des revenus nouveaux auront été créés entre-temps. Donc, contrairement au principe d'Helmut Schmidt, ce sont non pas seulement, loin de là, les bénéficiaires d'aujourd'hui qui créent la richesse de demain mais le crédit. Cette maxime n'est pas un théorème économique mais un slogan politique permettant de justifier la limitation de la part réservée aux salaires dans le partage de la valeur ajoutée produite chaque année.

Les revenus des banques. Ils ont pour origine essentielle la transformation d'emprunts (ou équivalents) à court terme à taux d'intérêts faibles (dépôts à vue, comptes épargne, emprunts auprès d'autres banques, d'entreprises, de fonds divers ou de particuliers) en prêts à plus ou moins long terme à un taux plus élevé. La différence des taux entre emprunts (nul dans le cas des dépôts à vue) et prêts fait le gain de la banque. La banque remplit une fonction d'intermédiation. Le niveau du taux des prêts accordés dépend en principe du risque pris par la banque (risque de solvabilité). Selon la vulgate bancaire, l'intérêt reçu rémunère le risque pris par le banquier. Un débiteur solvable peut donc prétendre à un taux moindre que celui qui l'est moins. « On ne prête qu'aux riches » dit l'adage bourgeois. Les banques vivent également de l'escompte, opération de crédit à court terme contre rétribution, le banquier se substituant au détenteur d'une créance (chèque, facture par exemple) pour son recouvrement. De plus en plus souvent, elles facturent aussi à leurs clients les services qu'elles leur rendent. Cette ressource, longtemps marginale, devient de plus en plus importante. Viendront s'y ajouter, prenant de plus en plus de place, les gains issus d'opérations spéculatives. Le feu couvra sous la cendre jusqu'au début de l'année 2008 : en février, Crédit Suisse annonce 1,9 milliard d'euros de perte d'actif et se recapitalise de 6,5 milliards d'euros ; UBS doit aussi procéder à une recapitalisation à hauteur de 3,9 milliards d'euros. La vague de recapitalisation et de nationalisations s'amplifie.

Banques en péril. L'hypothèse de la défaillance d'un établissement bancaire européen systémique n'est pas qu'une vue de l'esprit. Actuellement, HSBC, Crédit Suisse et, surtout, la plus grande banque d'Allemagne, Deutsche Bank, connaissent de graves difficultés.

Crédit Suisse. Établissement parmi les plus interconnectés du monde, Crédit Suisse est le troisième sur la liste du FMI. En difficulté, le Crédit

Suisse (ainsi que la Deutsche Bank) a été retiré au début du mois d'août 2016 du panel de banques retenues pour l'indice Stoxx Europe 50, lequel regroupe les cinquante principales capitalisations boursières européennes. Il faut dire que sa valorisation ne cesse de baisser : de 29,76 dollars en octobre 2013, l'action du CS est passée à 11,9 dollars en août 2016, en chute de 45 % depuis le début de l'année. (...) Question scandales, le Crédit Suisse, à côté des établissements déjà cités, fait figure d'enfant de coeur, son nom apparaissant seulement dans celui de la Fifa (blanchiment d'argent) et des « Panama Papers ». Surtout, les banques les plus dangereuses, ne sont pas celles qu'on attendrait, celles des « pays du club Med » pour reprendre une expression qu'affectionnaient les média du Nord au moment de la crise grecque, mais HSBC, Crédit Suisse et surtout la première banque d'Allemagne, la Deutsche Bank.

Le jeudi 4 mai 2017 / *«Subprime» : une nouvelle amende de 400 millions pour Credit Suisse* / letemps.ch

Cet accord à l'amiable s'inscrit dans le cadre de poursuites engagées par le régulateur américain des caisses d'épargne contre une série de banques, accusées d'avoir dissimulé les risques de crédits immobiliers. Credit Suisse a accepté mercredi de payer 400 millions de dollars à un régulateur américain, qui l'accusait d'avoir vendu délibérément des produits financiers toxiques adossés aux prêts hypothécaires très risqués, dits «subprime». Le régulateur américain des caisses d'épargne, la NCUA, reprochait à l'établissement helvétique d'avoir dissimulé les risques de crédits immobiliers «subprime» d'une valeur de 715 millions de dollars vendus entre 2005 et 2007 à trois banques coopératives américaines (Central Federal Credit Union, Southwest Corporate Federal Credit Union, et Western Corporate Federal Credit Union). A la suite de l'accord annoncé mercredi, «la NCUA va retirer la plainte (déposée devant un tribunal du Kansas depuis 2012) contre Credit Suisse», précise le régulateur dans un communiqué. Comme il est d'usage dans ce type de compromis, Credit Suisse n'a ni reconnu ni nié les faits. Les fonds versés par l'institution suisse vont servir à dédommager les clients lésés des trois banques coopératives.

Le 14 mai 2020 / *La valeur du jour en Europe - Crédit Suisse mis au piquet du SMI* / capital.fr

L'action Credit Suisse (-1% à 8,532 francs suisses) est reléguée à la dernière place de l'indice suisse, SMI. L'établissement helvétique est pénalisé par la dégradation de la recommandation de Barclays, qui s'est penché sur certaines banques d'investissement européennes. L'analyste a baissé sa recommandation de Pondération en ligne à Sous-pondérer et son objectif de cours de 13 francs suisses à 8 francs suisses. Le bureau d'études a sabré ses estimations de bénéfice par action de 44% pour 2020, de 34% pour 2021 et de 25% pour 2022, les activités de gestion d'actifs et de gestion de fortune étant immédiatement pénalisées par la baisse des marchés. Il estime par ailleurs que la banque reste significativement exposée au risque de crédit, aussi bien au niveau de son bilan que hors bilan. Enfin, le broker ne prévoit plus de rachat d'actions et anticipe un rendement de seulement 2% à partir de 2020, sa prévision de dividende ayant été réduite de 50%. Credit Suisse résiste cependant à la baisse de JP Morgan et de Wells Fargo, les deux premières banques américaines à dévoiler leurs résultats du premier trimestre ont fait état de profits en fort repli. Le bénéfice net de la première a chuté de 69% et celle de la seconde de 99%. Le secteur se prépare à une forte progression des pertes sur prêts en raison de la récession provoquée par la pandémie de coronavirus. La vie est dure pour les banques européennes ! Ces dernières sont d'abord soumises à une régulation très stricte, qui leur impose des contraintes de fonds propres et de liquidités (Bâle III). Les banques américaines, qui n'ont pas ces contraintes, génèrent des marges supérieures et dominent le créneau lucratif de la banque d'investissement. De plus les taux d'intérêt bas ou nuls pèsent sur la rentabilité. A cela s'ajoute la concurrence de la Fin Tech et des Gafa. D'ailleurs les grands établissements rachètent des fintechs pour contrer cette menace technologique. Mais la lutte contre Facebook ou Google, qui offrent des services gratuits en se rémunérant sur l'exploitation des données de paiement, s'annonce très complexe.

Références

Credit Suisse et la justice américaine trouvent un accord dans l'affaire des subprimes, lemonde.fr, publié le 23/12/2016

«*Subprime*»: une nouvelle amende de 400 millions pour Credit Suisse, letemps.ch, publié le 04/05/2017

Une crise en quête de fin - Quand l'Histoire bégaie, rapport d'information n° 393 (2016-2017) de M. Pierre-Yves COLLOMBAT, fait au nom de la Délégation sénatoriale à la prospective, déposé le 9 février 2017

La valeur du jour en Europe - Crédit Suisse mis au piquet du SMI, capital.fr, publié le 14/04/2020

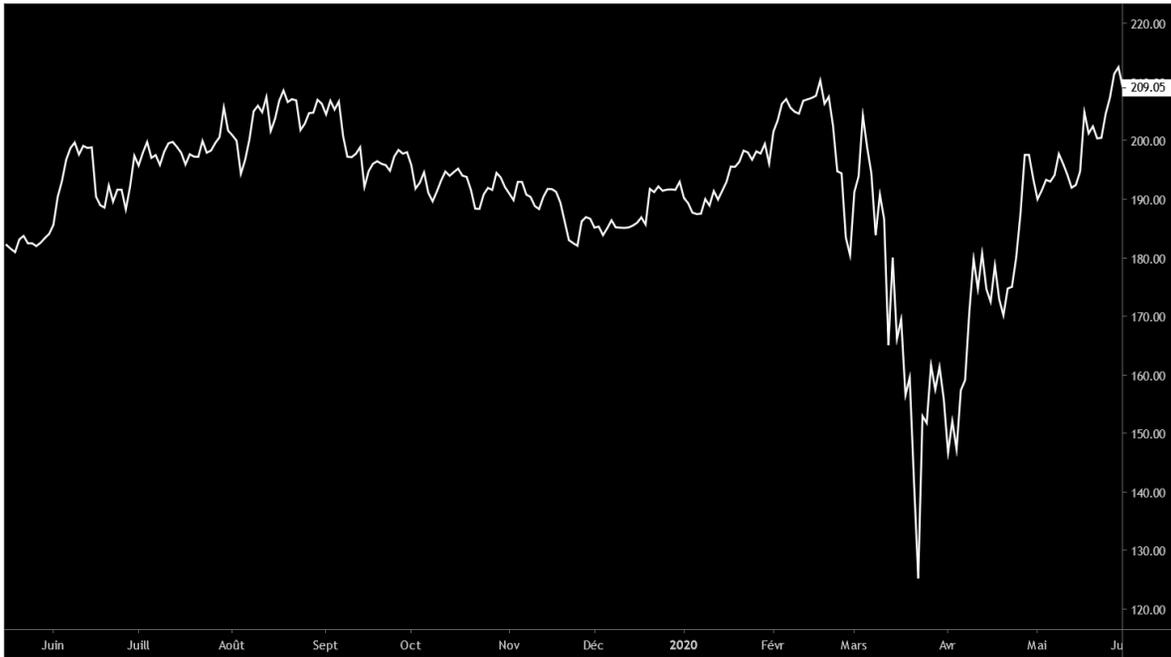
wikipedia.org

MASQUE ECL / Ecolab Inc

« Les peuples dits primitifs ont toujours possédé un sens de la cosmologie planétaire, comme si chacune de leurs actions impliquait la planète tout entière. Même les communautés les plus isolées ont toujours eu une vision cosmique de notre planète et d'un certain équilibre à préserver. En ce sens, le local a toujours englobé le planétaire. » Vandana Shiva



« Travailler main dans la main pour protéger l'eau de notre planète
Ecolab est membre fondateur de la nouvelle Water Resilience Coalition (coalition pour la résilience hydrique), au sein de laquelle l'entreprise travaille avec les Nation Unies et d'autres sociétés de premier plan pour répondre aux défis hydriques de notre planète. » ecolab.com



Ecolab est une entreprise américaine, leader mondial des technologies et services en matière d'eau, de sécurité alimentaire et de santé publique, spécialisé dans le développement et la commercialisation de produits et de services de nettoyage et de désinfection, basée à Saint Paul dans le Minnesota. Elle prend son nom actuel en 1986, après être connue sous le nom de Economics Laboratory. « Partout dans le monde, les clients des marchés de l'alimentation, de la santé, de l'industrie hôtelière et de l'industrie choisissent les solutions complètes d'Ecolab, ses informations étayées par des données et ses services personnalisés pour faire avancer la sécurité alimentaire, assurer la propreté et la sécurité des environnements, optimiser l'utilisation d'eau et d'énergie et améliorer l'efficacité opérationnelle et la durabilité. » ecolab.com

« Strong Ethics Is Good Business » ethisphere.com

Le 25 février 2020, Ecolab est reconnue comme l'une des entreprises les plus éthiques au monde pour la 14^e année consécutive. C'est l'une des sept entreprises seulement qui ont été récompensées par l'institut Ethisphere, « leader mondial dans la définition et la promotion des normes éthiques pour les entreprises », tous les ans depuis 2007.

Parmi les lauréats 2020, 132 entreprises reconnues par Ethisphere comme les plus éthiques au monde : Allianz, Cambia, Ebay, Ecolab, General Motors, H&M, Hertz, HP, IBM, L'Oréal, Microsoft, USbank, VISA...

Principaux actionnaires en 2020

Cascade Investment LLC / 12,1% // The Vanguard Group, Inc. / 7,54% // SSgA Funds Management, Inc. / 3,85%

BlackRock Fund Advisors / 2,23% // Wellington Management Co. LLP / 2,18% // Edgewood Management LLC / 2,02%

ClearBridge Investments LLC / 1,95% // Putnam LLC / 1,72% // Bill & Melinda Gates Foundation Trust (Investment Management) / 1,51%

Cascade Investment est un fond d'investissement américain détenu par Bill Gates et basé à Kirkland aux États-Unis, le principal véhicule de gestion et de diversification de la richesse du fondateur de Microsoft. Cascade Investment est administrativement rattaché à la Fondation Bill-et-Melinda-Gates.

Le fondateur de Microsoft a payé 177 millions de dollars pour 1,33 million d'actions supplémentaires d'Ecolab (ECL), via son fond d'investissement Cascade Investment LLC, qui détient désormais 29,8 millions d'actions Ecolab. La fondation Bill & Melinda Gates détient 4,4 millions d'actions Ecolab supplémentaires. Cela signifie que Gates détient en tout 34,2 millions d'actions, soit une participation de 11,8%.

Cascade Investment est le premier actionnaire d'Ecolab. Michael Larson, directeur des investissements de Gates et directeur commercial de Cascade Investment, siége au conseil d'Ecolab.

Le secteur de l'eau va rapporter gros en Bourse / capital.fr

« Sur les 20 à 30 prochaines années, ce compartiment devrait croître plus vite que l'économie, du fait de l'augmentation de la population mondiale, ainsi que de l'urbanisation des pays émergents, les citadins consommant plus d'eau que les ruraux. Dans ces pays, l'élévation du niveau de vie se traduit par une modification des habitudes alimentaires, avec notamment la banalisation de la consommation de viande. Or, la production d'un kilogramme de viande de bœuf nécessite 15.000 litres d'eau. Les besoins en eau tendent ainsi à exploser. Le remplacement des installations de traitement obsolètes dans les pays riches, où les systèmes d'adduction d'eau ont un taux de déperdition de 25%. La lutte contre la pollution des nappes phréatiques, qui concerne 20% d'entre elles en Europe, constitue aussi un moteur de développement pour le secteur. Enfin, le réchauffement climatique, du fait des phénomènes météorologiques extrêmes qu'il engendre, va donner lieu à des travaux d'infrastructure très importants. Ces différents facteurs font que les investissements réalisés pour assurer l'accès à l'eau progressent de 7% par an, dans le monde, un rythme qui devrait progressivement s'accélérer. Il y a une vraie tendance à l'émergence d'acteurs mondialisés et multi-métiers, pour répondre à toute la palette des besoins des donneurs d'ordre.

Ces acteurs mondiaux multi-métiers devraient tirer profit des ordres qui leur sont passés par les pays émergents, d'autant plus que, au niveau mondial, 25% des équipements liés à l'eau sont, aujourd'hui, mis en place dans ces régions. Notamment en Chine, un pays qui, par exemple, réalise des travaux pharaoniques pour acheminer l'eau du Sud, où elle est particulièrement abondante, au Nord, où elle manque, avec, comme conséquence, des milliers de kilomètres de tuyaux à installer. Le créneau le plus porteur du secteur de l'eau est celui des fournisseurs de technologies. Or, la plupart des acteurs concernés sont américains.» Alexandre Jeanblanc, stratégeste pour BNP Paribas Aqua, un fonds de valeurs internationales liées au secteur de l'eau.

« L'eau devrait constituer une problématique centrale au cours des prochaines décennies. Alors que le stock d'eau planétaire ne varie pas, sa consommation progresse deux fois plus vite que la population mondiale, elle-même en croissance ! Un phénomène dû à de nombreux facteurs. « Dans les pays émergents, la consommation d'aliments carnés, qui nécessitent plus d'eau que les céréales, est en plein essor. Et la production industrielle, qui représente 20% de la consommation d'eau, grimpe sur la durée », souligne Hervé Thiard, responsable France et Benelux chez Pictet Asset Management.

Du côté de l'offre, seuls quelques pourcents du stock d'eau mondial sont « immédiatement disponibles à la consommation, le reste étant sale ou pollué, si bien qu'au final, il y a un fossé entre la demande d'eau et l'offre, qui n'est pas prêt de se combler. De plus, la population est de plus en plus exigeante sur la qualité de « l'or bleu », réclamant des normes de plus en plus strictes. Ce phénomène profite à de nombreuses sociétés cotées. De plus, l'urbanisation devrait favoriser une envolée de 80% de la consommation en eau des villes d'ici à 2050 et profiter à ceux qui s'occupent de l'acheminement et de la distribution de l'eau ». Au sein du compartiment, les métiers les plus connus du grand public sont ceux des services environnementaux (traitement des eaux usées) et de la fourniture d'eau. Sur ce dernier segment, « il faut distinguer les sociétés de concessions européennes - comme Veolia Environnement et Suez, qui sont des gestionnaires - des sociétés régulées britanniques et américaines, qui détiennent leurs infrastructures et leurs stations d'épuration », indique Hervé Thiard. Et il y a aussi toutes les technologies liées à l'eau : « contrôle de la qualité, équipements personnels, industriels ou agricoles... »

Le marché mondial de l'eau avoisine 1.100 milliards de dollars (soit près de 1.000 milliards d'euros) et « affiche une croissance annuelle moyenne de 6%, soit environ la performance que peut espérer un investisseur en actions sur la durée ». Le secteur de l'eau semble promis à un bel avenir. Peu sensible à la conjoncture, il bénéficie en outre de qualités défensives. « A ce jour, 2,3 milliards de personnes n'ont toujours pas accès aux services de base, à savoir l'accès à l'eau potable et le traitement des effluents. Et au rythme actuel d'investissement, 1,4 milliard n'auront toujours pas accès aux services d'assainissement, à l'horizon 2050 ». Les technologies de contrôle et de monitoring de l'eau semblent par ailleurs promises à un bel avenir. « Encéphalite, malaria, diarrhée, infection intestinale... L'eau est un des principaux vecteurs de maladie ». Et pas uniquement dans les pays pauvres, malheureusement. La catastrophe sanitaire survenue de 2014 à 2016 à Flint, aux Etats-Unis, est là pour le rappeler : pendant plusieurs trimestres, la contamination au plomb du réseau d'eau potable de la ville a provoqué des cas de saturnisme menant à des problèmes neurologiques et même des décès. « Ce drame rappelle que trop peu de moyens restent investis dans le traitement de l'eau, même dans la première puissance économique de la planète ! » Hervé Thiard.

Références

Bourse : miser sur l'eau, ça rapporte gros... et c'est moins risqué, Nicolas Gallant, capital.fr, publié le 05/03/2020

Le secteur de l'eau va rapporter gros en Bourse, capital.fr, publié le 10/12/2015

Bill Gates Buys \$177 Million in Ecolab Stock, barrons.com

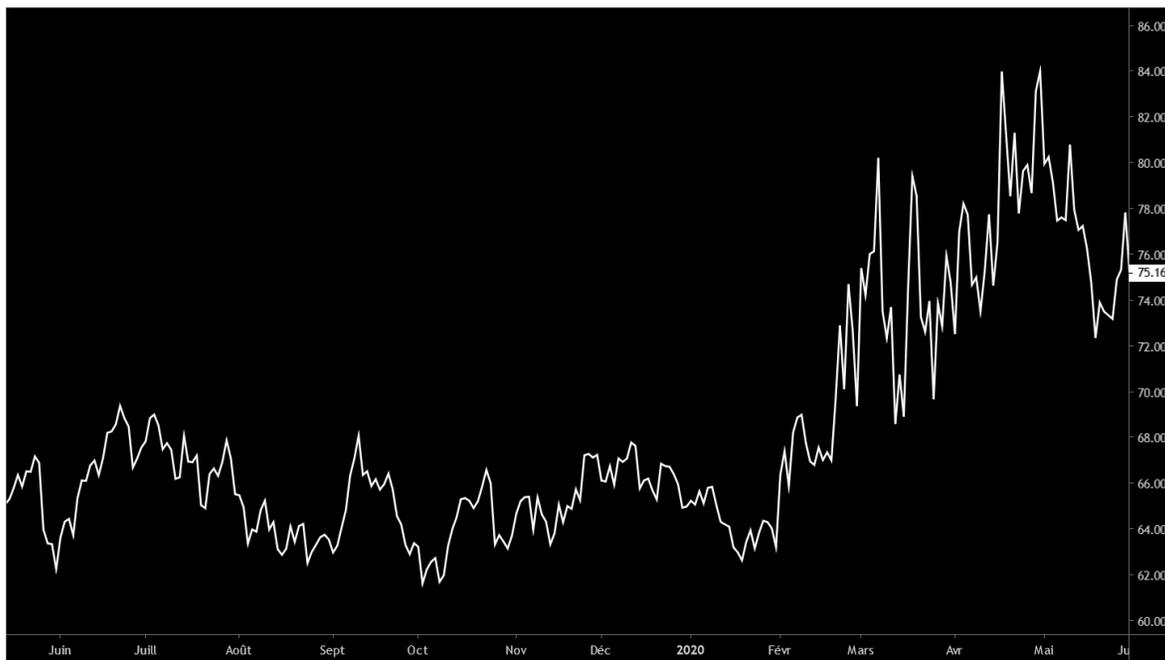
<https://fr-fr.ecolab.com>

MASQUE GILD / Gilead Sciences Inc

« Au milieu d'un carnaval officiel conventionnel fait de déguisements et de décors fastueux et scintillants, la particularité de Voukoum est de *débouler*, en mettant en scène une série de masques faits de matières très rudimentaires. Le terme *Masque* pourrait définir toute personne qui déambule en marge du défilé officiel. » Stéphanie Mulot, anthropologue et ethnologue



« Gilead Sciences est un laboratoire de biotechnologie, spécialisé dans la découverte, le développement et la commercialisation de médicaments innovants dans des aires thérapeutiques insuffisamment pourvues en traitement. » gilead.com



Gilead Sciences est un laboratoire pharmaceutique américain créé en juin 1987 sous le nom initial de Oligogen par Michael L. Riordan. Basé à Foster City, en Californie, Gilead est présent dans plus de 35 pays dans le monde. En novembre 2011, Gilead Sciences acquiert Pharmasset, spécialisée dans le traitement de l'hépatite C, pour 11 milliards de dollars. En 2014, le lancement en France du Sovaldi, traitement contre l'hépatite C, suscite la polémique en raison de son prix, de l'ordre de 40 000 euros. Ce tarif, qui n'est pas harmonisé au niveau européen, a été fixé en accord avec le laboratoire américain par le Comité économique des produits de santé. Le maintien du brevet du médicament en 2018 par l'office européen des brevets suscite une controverse. Le brevet a notamment été suspendu par la justice brésilienne la même année. « Le remdésivir (développé sous le code GS-5734) est un dérivé monophosphate d'un analogue de nucléosides de l'adénine en cours de développement ayant présenté une activité antivirale à large spectre in vitro et in vivo chez l'animal contre des virus émergents tels que le virus Ebola, le virus Marburg, le MERS et le SRAS. Les tests in vitro conduits par Gilead ont permis de montrer que le remdesivir est actif contre le virus COVID-19. L'efficacité et la tolérance du remdesivir comme traitement potentiel de l'infection par COVID-19 sont en cours d'évaluation dans plusieurs études cliniques de phase III. » gilead.com

Le 27 février 2020 à 15h00 / capital.fr / Gilead a débuté deux études cliniques évaluant la sécurité et l'efficacité de son médicament remdesivir chez les adultes atteints du COVID-19. A partir de mars, les études porteront sur 1 000 patients en Asie et dans le reste du monde. A l'heure actuelle, remdésivir n'est pas encore commercialisé.

Le 18 avril 2020 à 11h40 / latribune.fr / L'antiviral expérimental remdesivir s'est montré efficace pour ralentir la progression du Covid-19 chez des singes, selon une étude américaine publiée vendredi par l'Institut National des Maladies Infectieuses. L'expérience préliminaire, qui n'a pas encore été évaluée par la communauté scientifique, a été conçue pour compléter des études utilisant le remdesivir sur des patients hospitalisés infectés par le coronavirus dans un vaste essai clinique. Elle a été effectuée sur deux groupes composés de six singes, qui ont tous inoculés le virus SARS-CoV-2, responsable de la maladie Covid-19. L'un des groupes a reçu l'antiviral remdesivir, développé par le laboratoire américain Gilead Sciences, et l'autre groupe n'a reçu aucun traitement afin de servir de comparaison. Douze heures après l'injection du virus, le groupe de singes traité a reçu une « dose de remdesivir par intraveineuse », puis « une dose de rappel quotidien chaque jour pendant six jours », explique l'institut dans un communiqué. Les scientifiques ont fait en sorte d'administrer le traitement juste avant que la maladie atteigne sa plus forte virulence dans les poumons. Un seul des macaques traités par le remdesivir a présenté de légères difficultés respiratoires tandis que les six singes non traités ont fait état d'une respiration rapide et difficile. « La quantité de virus présent dans les poumons était significativement plus basse dans le groupe traité par rapport au groupe non-traité, et le SARS-CoV-2 a causé moins de dommages aux poumons chez les animaux traités que chez ceux non-traités », indiquent les scientifiques.

L'antiviral remdesivir de Gilead a fait partie des premiers médicaments utilisés comme traitement expérimental contre le nouveau coronavirus. Le site américain d'actualités de santé Stat a rapporté que le médicament avait démontré une grande efficacité dans un hôpital de Chicago où des patients participants à ces essais sont hospitalisés. Le remdesivir se modifie à l'intérieur du corps humain pour ressembler à l'un des quatre éléments constitutifs de l'ADN, les nucléotides. Lorsque les virus se répliquent, ils le font « rapidement et un peu négligemment », selon le virologue Benjamin Neuman. Le remdesivir pourrait être incorporé dans le virus lors d'une de ces réplifications. L'antiviral ajouterait au virus des mutations non désirées qui pourraient le détruire.

Le 23 avril 2020 à 22h05 / *Echec apparent d'un essai clinique de l'antiviral remdesivir contre le Covid-19* / sciencesetavenir.fr
L'antiviral remdesivir du laboratoire américain Gilead Sciences a échoué à améliorer l'état de malades de Covid-19, selon les résultats d'un des premiers essais cliniques sur le médicament en Chine et publiés brièvement jeudi, par erreur, avant d'être retiré, sur le site de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), a rapporté le Financial Times. « Nous regrettons que l'OMS ait publié prématurément des informations concernant

l'étude », a réagi Gilead Sciences. L'OMS a indiqué au site spécialisé Stat que l'étude avait été publiée par erreur sur le site avant d'avoir été évaluée par un comité de lecture. Outre la forme, la biotech américaine fustige le fond, en faisant valoir que l'échantillon était trop faible pour en tirer des résultats utiles. « Nous estimons que le résumé inclut des représentations inappropriées de l'étude. C'est important à souligner parce que l'essai a été arrêté assez tôt, en raison d'un faible taux de participation, ce qui ne permet pas de tirer des conclusions significatives du point de vue statistique. (...) Par conséquent, les résultats de l'essai sont peu concluants, même si des tendances dans les données suggèrent que remdesivir a un côté bénéfique tout particulièrement pour les malades pris en main tôt », conclut Gilead Sciences dont l'action a été malmenée à Wall Street à la parution de l'article de presse. L'essai chinois a montré que « le remdesivir (...) n'améliore pas l'état des malades et ne réduit pas la présence de l'agent pathogène dans le système sanguin », affirme le FT, citant le document publié sur le site de l'OMS.

237 malades ont participé à l'étude, réalisée selon la méthode la plus rigoureuse, un essai dit randomisé, avec un groupe de patients traités (158) et un groupe témoin (79 malades traités selon les standards de soins mais sans le médicament dont on cherche à connaître l'efficacité). Gilead visait au moins 400 personnes.

Les chercheurs sont en outre parvenus à la conclusion que le traitement de Gilead Sciences pouvait avoir des effets secondaires « importants », de sorte qu'ils ont interrompu assez vite le traitement pour 18 malades. Outre la Chine, le remdesivir est également testé dans des essais cliniques aux Etats-Unis et en Europe. Chercheurs et laboratoires tentent en priorité de repositionner des médicaments existants au lieu d'en développer de nouveaux, pour voir s'ils peuvent agir contre le Covid-19.

Le 29 avril 2020 / Communiqué de presse de Gilead Sciences Inc.

« Gilead Sciences Inc. est informé de données positives issues d'une étude conduite par le National Institute of Allergy and Infectious Diseases (NIAID) sur le remdesivir, un médicament antiviral en cours de développement pour le traitement du COVID-19. Selon notre compréhension, le critère principal d'évaluation de l'essai a été atteint et le NIAID fournira des informations détaillées dans une communication à venir.

Le remdesivir n'est encore ni autorisé ni approuvé nulle part dans le monde et sa tolérance et son efficacité dans le traitement du COVID-19 n'ont pas encore été démontrées. En complément de l'essai du NIAID, Gilead va diffuser sous peu des données complémentaires sur le remdesivir issues de l'étude de phase III, en ouvert, SIMPLE menée par le laboratoire chez des patients présentant une forme sévère de l'infection par le COVID-19. Cette étude apportera des informations pour savoir si un traitement plus court, d'une durée de 5 jours, a une efficacité et une tolérance comparables au traitement de 10 jours actuellement évalué dans l'étude du NIAID et dans d'autres études en cours. Gilead prévoit pour la fin du mois de mai d'avoir les données de la seconde étude SIMPLE, évaluant les durées de traitement par remdesivir de 5 et 10 jours chez des patients présentant une forme modérée d'infection par le COVID-19. Gilead continuera de discuter de l'ensemble des données du remdesivir comme traitement potentiel du COVID-19 avec les autorités réglementaires. Ce communiqué de presse comprend des déclarations prévisionnelles, au sens du Private Securities Litigation Reform Act de 1995, qui sont soumises à des risques, des incertitudes et d'autres facteurs....»

Le 29 avril 2020 à 15h00 / *Coronavirus : le remdesivir a des résultats « concluants », annonce Gilead, bond des actions / Capital.fr*

L'antiviral expérimental de Gilead, remdesivir, aurait permis d'atténuer les symptômes de patients atteints du COVID-19 traités en début d'infection. Bonne nouvelle pour les actionnaires de Gilead, l'action de la société biotech américaine devrait bondir à Wall Street. La société biotech américaine a annoncé que l'essai de sa molécule remdesivir contre le coronavirus avait atteint son objectif principal aux Etats-Unis. Le titre est suspendu en pré-marché mais attendu en très forte hausse. Dans l'étude dirigée par Gilead, 62% des patients traités tôt ont pu sortir de l'hôpital, contre 49% des patients traités plus tardivement, précise le laboratoire. L'essai portait sur 397 patients et sur des traitements de cinq et dix jours, rapporte Reuters. Remdesivir est depuis quelques semaines au coeur de plusieurs études menées sur des patients hospitalisés dans un état grave. L'étude en question a été menée par l'Institut National des Allergies et des Maladies Infectieuses. La biotech américaine assure

qu'elle partagera bientôt les données de cet essai. En Europe remdesivir est également étudié dans le cadre de l'étude Discovery. Mi-avril, le laboratoire américain avait indiqué que le remdesivir avait donné de bons résultats, selon des essais préliminaires. Selon la publication médicale Stat, un groupe de 125 patients traités à Chicago aurait enregistré une récupération rapide de la fièvre et des symptômes respiratoires. L'annonce de Gilead a relégué au second plan la chute de 4,8% du PIB accusée par les Etats-Unis au premier trimestre, soit sa plus mauvaise performance trimestrielle depuis 2014. Wall Street bondit de près de 2% à l'ouverture ce jeudi, portée par les espoirs entourant le traitement de Gilead.

Le 29 avril à 16h48 / Coronavirus : deux études contradictoires sur le Remdesivir de Gilead / Le Point.fr

Alors que le laboratoire américain affirme avoir constaté des résultats « positifs », une étude chinoise indique exactement l'inverse. Le laboratoire Gilead a indiqué mercredi 29 avril que des essais ont montré des résultats « positifs » chez des malades du Covid-19. Ces tests ont eu lieu dans le cadre d'un grand essai clinique, mené en partenariat avec l'Institut National des Allergies et Maladies Infectieuses. Selon l'étude, le médicament expérimental Remdesivir a accéléré de 31 % le temps de rétablissement des malades du Covid-19 dans un grand essai clinique parrainé par les instituts de santé américains (NIH), selon des résultats préliminaires communiqués mercredi. Comparés aux malades ayant reçu un placebo, les patients traités avec le Remdesivir ont guéri en 11 jours (temps médian) au lieu de 15 jours, selon un communiqué des NIH. Conseiller de Donald Trump et épidémiologiste, le Dr Anthony Fauci a déclaré mercredi depuis la Maison-Blanche que « les données montrent que le Remdesivir a un effet clair, significatif et positif pour diminuer le temps de guérison » des malades du coronavirus. Cela prouve « qu'un médicament peut contre le virus », a estimé l'expert. Le président américain a dans la foulée demandé à l'Agence américaine du médicament (FDA) d'accorder « rapidement » une autorisation d'utilisation en urgence qui permettrait au remdesivir d'être administré dans les hôpitaux hors d'essais cliniques.

Cette lueur d'espoir n'est toutefois pas partagée en Chine. Une étude publiée mercredi dans la revue médicale The Lancet affirme que le Remdesivir n'a montré aucun « bénéfice clinique significatif ». « Le traitement par Remdesivir n'accélère pas la guérison ni ne réduit la mortalité liée au Covid-19 par rapport à un placebo », selon un résumé de cette étude réalisée en Chine. Les résultats de l'étude publiée par The Lancet avaient déjà fuité le 23 avril, après la brève publication par erreur de leur résumé sur le site de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), avait alors rapporté le Financial Times. « Malheureusement, notre essai a montré que bien que sûr et bien toléré, le Remdesivir n'a pas montré de bénéfice significatif par rapport au placebo », a commenté l'auteur principal de l'étude, le Pr Bin Cao, cité dans un communiqué du Lancet. « Ce n'est pas l'issue que nous espérons, mais il faut avoir en tête que nous n'avons pu enrôler que 237 patients sur un objectif de 453, puisque l'épidémie avait été maîtrisée à Wuhan », a-t-il ajouté. Selon ses auteurs, ce point est une des limites de leur étude, qui a dû pour cela être stoppée plus tôt que prévu. Cela justifie selon eux de mener d'autres travaux. « D'autres études sont nécessaires pour déterminer si un traitement plus précoce au Remdesivir, à plus fortes doses, ou en association avec d'autres antiviraux ou des anticorps neutralisants pourrait être plus efficace sur les patients atteints de formes graves », a poursuivi le Pr Bin Cao. L'Américain Anthony Fauci a jugé l'étude chinoise « non adéquate ».

Le 29 avril 2020 à 19h34 / Coronavirus : le remdesivir de Gilead nourrit l'espoir d'un traitement / lesechos.fr

Les résultats de deux études menées avec le remdesivir plaident pour une certaine efficacité. Certains y voient même un tournant dans la lutte contre l'épidémie. Des résultats qui pourraient mener à un rapide feu vert commercial. Deux informations le même jour, à propos du remdesivir, l'antiviral de Gilead en essai clinique contre le Covid-19. Il y avait de quoi faire grimper le cours de Gilead à Wall Street ce mercredi, dans le climat spéculatif qui entoure l'entreprise américaine. L'une des études était menée par le National Institute of Allergy and Infectious Diseases (NIAID) et non par Gilead même. Incluant plus de 1.000 patients sur l'ensemble du territoire américain, elle montre un effet significatif du remdesivir sur la guérison des patients. Ceux qui étaient traités avec le médicament sont sortis en moyenne au bout de 11 jours de l'hôpital contre 15 jours pour ceux qui n'en ont pas reçu. Et il y a aussi eu un effet bénéfique sur la mortalité. Elle est de 8 % dans le groupe traité contre

11,6 % dans le groupe qui ne l'était pas. Rappelons que l'étude portait sur des patients graves recrutés dans l'ensemble des Etats-Unis. La deuxième étude menée cette fois par l'entreprise visait à comparer l'administration d'un traitement sur 5 jours à un traitement sur 10 jours, un enjeu important, car davantage de personnes pourraient être soignées si 5 jours suffisaient. Et c'est justement la conclusion de l'essai : au bout de 14 jours, il n'y avait pas vraiment de différence entre les deux groupes totalisant quelque 400 patients graves (mais non ventilés) recrutés en Europe, Asie et aux Etats-Unis. Une analyse exploratoire, complémentaire a aussi permis de déterminer que plus les patients étaient traités tôt, plus ils pouvaient quitter rapidement l'hôpital. Seul point faible de l'étude : l'absence de groupe comparateur sous placebo. Or, on sait, que de nombreux malades s'en sortent sans traitement du tout. Mais cette étude n'est qu'une des pièces du puzzle du plan de développement clinique global du remdesivir, comme l'a expliqué le président de Gilead, Daniel O'Day. Il faut répondre à un grand nombre de questions en un temps record et il y a eu un partage des tâches avec le NIAID.

Une autre étude menée par Gilead, évalue ainsi l'efficacité et la tolérance de 5 et 10 jours de traitement contre placebo chez 600 patients atteints de Covid-19 modéré cette fois. Les résultats sont attendus fin mai.

Enfin, rappelons, que Gilead a allongé la période de recrutement pour les deux essais qu'il conduit lui-même. Ainsi le résultat de ce mercredi qui portait sur 400 patients, sera-t-il consolidé avec l'inclusion de malades supplémentaires pour atteindre les 6.000. Idem pour l'essai sur les patients modérés dont les résultats sur les 600 premiers patients sera élargi à 1.600. Les analystes américains estiment que le remdesivir est bien positionné pour obtenir l'aval des autorités de santé au moins chez les patients graves. Et ce feu vert pourrait même intervenir rapidement. Certains y voient ainsi un tournant dans la lutte contre l'épidémie. C'est en tout cas un tournant dans les résultats obtenus par Gilead.

Le 29 avril 2020 à 20h10 / *Coronavirus: Deux études publiées le même jour sur le remdesivir disent exactement l'inverse* / [huffingtonpost.fr](https://www.huffingtonpost.fr)
Le remdesivir, produit par le laboratoire Gilead pour combattre le virus Ebola mais jamais approuvé, fait l'objet d'avis totalement opposés. Le laboratoire américain Gilead a annoncé, ce mercredi 29 avril, que son médicament remdesivir, l'une des pistes pour soigner les malades du Covid-19, avait montré des résultats "positifs" dans un essai clinique contre placebo très attendu et mené en partenariat avec les Instituts de santé américains (NIH). Mais le même jour, la revue médicale The Lancet a publié des résultats décevants d'une plus petite étude chinoise, menée également en comparaison avec un placebo, et qui a montré que les malades traités avec le remdesivir, un antiviral développé contre Ebola mais jamais approuvé pour aucune maladie, n'avaient pas fait mieux que ceux traités par placebo. Il n'est pas inhabituel que des essais divergent, mais l'étude des NIH compte parmi les plus grandes et les plus attendues, avec l'essai européen Discovery dont on attend encore les résultats. Selon le docteur Anthony Fauci, épidémiologiste et conseiller du président Donald Trump, le remdesivir peut désormais devenir le traitement standard pour lutter contre les formes graves du Covid-19. Il est administré par intraveineuse pendant 10 jours. Et pour cause, voici les résultats présentés ce mercredi: comparés aux malades ayant reçu un placebo, les patients traités avec le remdesivir ont guéri en 11 jours (temps médian) au lieu de 15 jours, selon un communiqué des NIH. Ce qui signifie que le médicament expérimental remdesivir a accéléré de 31% le temps de rétablissement des malades du Covid-19. L'essai a inclus 1.063 patients, dans 47 sites aux États-Unis et 21 autres en Europe et en Asie. C'est à ce jour la plus grande étude sur le remdesivir pour laquelle des résultats sont disponibles. Pour la mortalité, le résultat n'est pas significatif, c'est-à-dire que la légère différence de mortalité entre les deux groupes est peut-être due au hasard. Mais le groupe traité par remdesivir a subi une mortalité de 8%, contre 11% dans le groupe placebo, ce qui « suggère » que le médicament améliore la survie. Pour l'instant, seule l'étude chinoise, menée du 6 février au 12 mars dans dix hôpitaux de Wuhan, a été dûment évaluée et publiée. 237 malades avaient participé, dont deux tiers traités par le remdesivir. « Le remdesivir n'a pas montré de bénéfice significatif par rapport au placebo », a commenté le professeur Bin Cao, cité dans un communiqué du Lancet.

Le 05 mai 2020 à 18h26 / [laprovence.com](https://www.laprovence.com)

« Les Chinois commencent à sortir petit à petit leurs études. Toutes montrent que le médicament remdesivir du laboratoire Gilead, sur lequel

la France a beaucoup misé, ne fonctionne pas », assure le professeur marseillais Didier Raoult se basant sur une étude multi-centrique contre Placebo. Associant cette étude à une autre venant des États-Unis, le professeur Raoult tire la conclusion que ce médicament « ne permet pas de sauver des vies », comme il est assuré également par l'étude américaine.

Le 28 mai 2020 à 14h23 / Covid-19 : Roche va tester son RoActemra (tocilizumab) avec le remdesivir de Gilead / industrie-pharma.fr / C'est une alliance entre deux géants de la pharma. Le laboratoire suisse Roche a annoncé vouloir démarrer un essai clinique de phase III pour évaluer l'efficacité de son RoActemra (tocilizumab), associé au remdesivir de Gilead. Cette étude multicentrique, randomisée et en double aveugle, sera menée chez des patients hospitalisés, atteints de pneumonies sévères liées au Covid-19. Le remdesivir de Gilead est devenu le premier médicament autorisé en traitement du Covid-19. « Nous estimons que combiner un antiviral avec un immuno-modulateur pourrait potentiellement être une approche efficace pour traiter des patients atteints de formes sévères », a souligné Levi Garraway, directeur médical et responsable global du développement produit de Roche. L'étude, appelée Remdacta, vise à inclure 450 patients et devrait débuter au mois de juin. Le suivi des patients est prévu pour durer 60 jours après leur inclusion dans l'essai. Roche annonce par ailleurs avoir presque terminé le recrutement de son essai évaluant l'efficacité du tocilizumab, en traitement unique, face au protocole de soins standard. Cet essai de phase III, randomisé et en double aveugle, a débuté le 3 avril et comprend au total 450 patients recrutés, contre 330 prévus initialement.

Le 01 juin 2020 à 15h00 / Gilead publie les résultats de son étude de phase III du remdesivir chez des patients atteints de Covid-19 modéré. « L'étude démontre qu'un traitement de 5 jours du remdesivir a entraîné une amélioration clinique significativement plus importante que le traitement traditionnel. » gilead.com

Le 08 juin 2020 à 14:30 / zonebourse.com / AstraZeneca aurait approché Gilead le mois dernier en vue d'une fusion, a indiqué Bloomberg. Un tel rapprochement donnerait naissance à un géant de la pharmacie d'une capitalisation d'environ 240 milliards de dollars, soit devant Merck et Pfizer. L'objectif du laboratoire britannique, spécialisé dans l'oncologie, serait de se diversifier. La biotech américaine aurait décliné la proposition.

Le 08 juin 2020 à 17:22 / zonebourse.com / Les procédures d'examen et d'évaluation visant en Europe le remdesivir de Gilead pourraient être accélérées afin d'autoriser plus rapidement son emploi dans la lutte contre le COVID-19, a annoncé lundi l'Agence européenne du médicament (AEM). Premier traitement à avoir montré son efficacité pour soigner les patients souffrant du COVID-19 lors d'essais cliniques, le remdesivir, un antiviral, est déjà utilisé pour traiter les malades les plus gravement atteints aux États-Unis, en Inde et en Corée du Sud. « L'évaluation des bénéfices et des risques du remdesivir est réalisée dans le cadre d'un calendrier réduit et un avis pourrait être donné d'ici quelques semaines », a dit l'AEM dans un communiqué. Si le traitement par intraveineuse de Gilead était approuvé, il s'agirait du premier à l'être en Europe contre le COVID-19. La Commission devra se prononcer en dernier ressort, mais elle suit la plupart du temps les avis de l'AEM. Aux États-Unis, la Food and Drug Administration (FDA) a accordé début mai à Gilead une autorisation de prescription du remdesivir pour le traitement des patients atteints du COVID-19.

Le 09 juin 2020 / *Remdésivir: 10 \$ US ou 4500 \$ US par traitement ?* / lapresse.ca

Le remdésivir est le seul médicament approuvé par les autorités américaines contre la COVID-19, ce qui amène une question aussi cruciale que difficile : combien coûtera le traitement ? Une étude dévoilée cette semaine conclut qu'une injection pourrait revenir aussi bien à moins de 1 \$ US par jour... qu'à 450 \$ US l'injection. Tous les yeux sont fixés sur le fabricant du remdésivir, la société américaine Gilead, une entreprise qui a déjà

été accusée d'avoir favorisé les profits au détriment de l'accès aux traitements au terme d'une enquête du Sénat américain portant sur le prix de ses médicaments contre l'hépatite C.

Pour arriver à des chiffres autant aux antipodes que 10 \$ et 4500 \$ pour un traitement de 10 jours, l'Institute for Clinical and Economic Review (ICER), groupe de recherche indépendant, a utilisé deux méthodes différentes pour évaluer ce qui serait un prix correct pour le remdésivir. Première méthode : calculer combien Gilead doit vendre le remdésivir pour couvrir ses coûts de production (achats d'ingrédients actifs et non actifs, emballage, petite marge de profit). L'ICER arrive à un coût de 9,32 \$ US pour un traitement de 10 jours, qu'il arrondit à 10 \$ US (environ 14 \$ CAN). La firme considère que les coûts de recherche et développement sont nuls, puisque le médicament a d'abord été développé pour l'Ebola et l'hépatite.

Deuxième méthode : évaluer les gains sur la qualité et la durée de vie des patients qu'apporte le médicament. Le calcul est notamment basé sur une estimation bien particulière : la valeur qu'on accorde à une année de vie de « qualité » que pourrait faire gagner un médicament. Dans l'analyse de l'ICER, cette valeur a été fixée à 50 000 \$ US. « Ce critère reflète ce que le système de santé américain est prêt à payer pour gagner une année de vie de bonne qualité, explique le pharmacoeconomiste Dan Cooper. Ce seuil de 50 000 \$ US est souvent cité aux États-Unis, même au Canada, on utilise souvent 50 000 dollars canadiens. » Le calcul final arrive à un prix de 4500 \$ US (environ 6300 \$ canadiens). Le hic est que sans les données complètes de l'étude, l'évaluation des bénéfices du remdésivir est, au mieux, approximative. « Les données disponibles sont limitées et le niveau de preuve n'est pas optimal. Ils ont dû faire des hypothèses sur les bénéfices du médicament en termes de réductions du temps d'hospitalisation et du recours aux soins intensifs, par exemple » M. Cooper. « Il s'agit peut-être d'un excellent médicament, mais on a des problèmes pour faire sortir les données probantes. Il y a beaucoup de hype et de politique autour de tout ça », professeur Marc-André Gagnon, de l'Université Carleton. Notons que les gouvernements disposent aussi d'un outil appelé « licence obligatoire » qui permettrait essentiellement de contourner le brevet de Gilead et d'autoriser la fabrication du remdésivir par d'autres entreprises.

Références

Covid-19 : l'antiviral expérimental remdesivir efficace pour ralentir la progression, latribune.fr, publié le 18/04/2020

Coronavirus, L-AEM pourrait accélérer l'autorisation du remdesivir de Gilead, zonebourse.com, publié le 08/06/2020

Coronavirus, GILEAD aurait été approché par ASTRAZENECA, zonebourse.com, publié le 08/06/2020

Communiqué de presse de gilead sciences sur les données positives issues d'une étude du national institute of allergy and infectious diseases (NIAID) sur le remdesivir, un antiviral en cours de développement pour le traitement du covid-19, traduction du communiqué de presse original en anglais, qui fait foi, gazettelabo.fr/, publié le 04/05/2020

Coronavirus : deux études contradictoires sur le Remdesivir de Gilead, Le Point.fr, source AFP, publié le 29/04/2020

Coronavirus : le remdesivir a des résultats "concluants", annonce Gilead, bond des actions, capital.fr, publié le 29/04/2020

Covid-19 : Roche va tester son RoActemra (tocilizumab) avec le remdesivir de Gilead, Nicolas Viudez, industriepharma.fr, publié le 28/05/2020

Coronavirus : le remdesivir de Gilead nourrit l'espoir d'un traitement, lesechos.fr, Catherine Ducruet, publié le 29/04/2020

Echec apparent d'un essai clinique de l'antiviral remdesivir contre le Covid-19, sciencesetavenir.fr, publié le 23/04/2020

Coronavirus : Deux études publiées le même jour sur le remdesivir disent exactement l'inverse, huffingtonpost.fr, publié le 29/04/2020

Coronavirus : pour Didier Raoult, considérer que le Covid-19 est une maladie grave est un "déliire déraisonnable", laprovence.com, publié le 05/05/2020

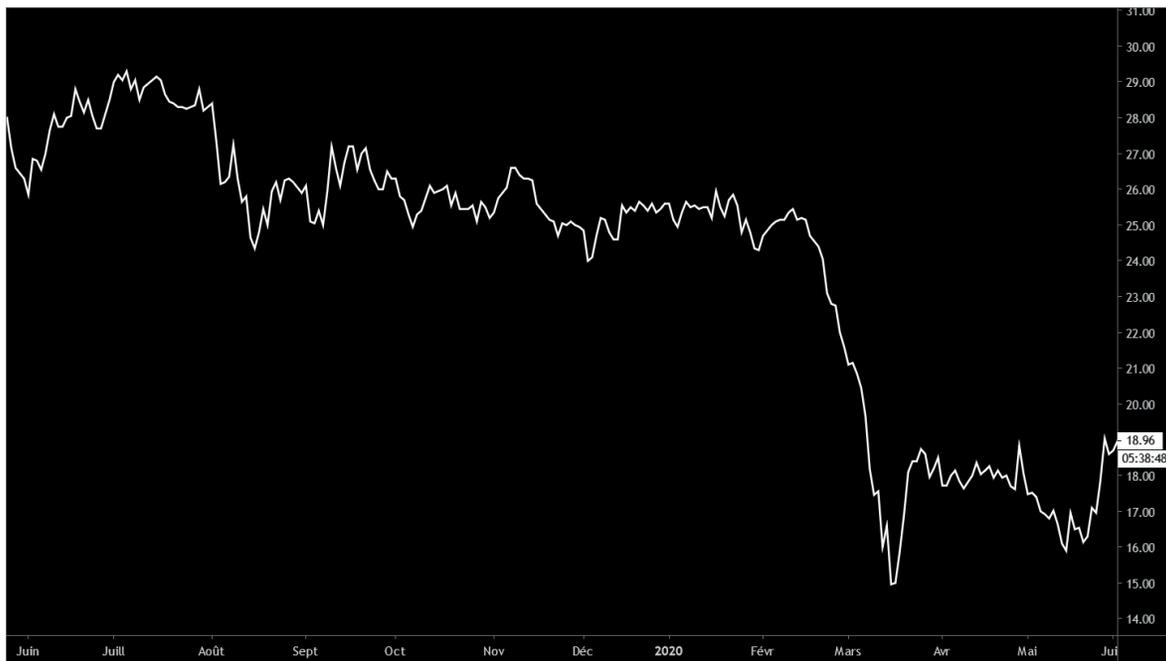
Remdésivir: 10 \$ US ou 4500 \$ US par traitement?, lapresse.ca, publié Le mardi 9 juin 2020

MASQUE ROTH / Rothschild & Co

« Le fouet (...) figure, dans le carnaval guadeloupéen contemporain, le fouet de l'esclavage et de l'assujettissement, utilisé par les descendants des esclaves, dans un phénomène d'inversion, afin d'affirmer violemment leur volonté d'être aujourd'hui seuls maîtres de leur vie. » Stéphanie Mulot, anthropologue et ethnologue



« En choisissant Edmond de Rothschild, vous nous confiez bien plus que votre argent. Vous partagez vos valeurs, vos engagements, vos projets pour que nous les rendions concrets et les fassions fructifier.
Nos valeurs fondatrices. *Concordia, Integritas, Industria* : Unité, Intégrité, Esprit d'entreprise » edmond-de-rothschild.com



« Rothschild & Co est un groupe international et indépendant, contrôlé par des actionnaires familiaux. Nous proposons des conseils en matière de stratégie et de financements, de fusions et acquisitions, ainsi que de solutions d'investissement auprès des grandes entreprises, des entrepreneurs, des familles et des gouvernements du monde entier.

En tant que société contrôlée par certains membres des branches française et anglaise de la famille Rothschild, nous sommes restés fidèles à la devise de cette dernière, qui prône l'unité, l'intégrité et l'esprit d'entreprise : Concordia, Integritas, Industria. Ces valeurs restent au cœur des principes guidant l'exercice de nos métiers. Cette approche forge notre vision pertinente et contribue à faire une différence significative pour nos clients à travers le monde. » rothschildandco.com

Rothschild & Co, précédemment nommée Paris Orléans, est une holding cotée sur Euronext et contrôlée par les branches française et anglaise de la famille Rothschild. L'entreprise possède trois activités : le conseil financier, l'activité de banque privée et gestion d'actifs et le capital investissement et dette privée.

Création / 1810 // Siège social / France // Revenus / 1,976 milliard EUR (2018)

Fondateur / Nathan Mayer Rothschild // Filiales / Banque Martin Maurel, PLUS

Liste des principaux actionnaires au 20 octobre 2019

Rothschild Concordia (holding) / 32,0% // Rothschild & Co (auto-contrôle) / 8,30% // Maurel Bernard (famille) / 5,45%

Jardine Matheson Holdings / 5,44% // De Edouard E A Rothschild / 5,23% // Baron Eric de Rothschild / 1,40%

Benjamin De Rothschild / 1,28% // François Henrot / 0,98% // Olivier Pécoux / 0,56% // Laurent Baril / 0,52%

Rothschild & Cie

Création / 1983 // Fondateur / David de Rothschild // Direction / Alexandre de Rothschild // Activité / Banque

Rothschild & Cie est une banque d'affaires recréée par David de Rothschild en 1983 après la nationalisation en 1981 de la banque Rothschild par le gouvernement socialiste de Pierre Mauroy, sous la présidence de François Mitterrand. Rothschild & Cie est une des toutes premières banques françaises dans le domaine du conseil en fusion-acquisition ainsi que dans la banque privée qui est son métier historique. Elle dépend du groupe Rothschild & Co. La banque est spécialisée dans la gestion directe pour le compte d'institutionnels, de distributeurs (CGPI) et de particuliers. La société gère environ 22 milliards d'actifs sous gestion.

En 1982, la banque Rothschild dirigée par Guy de Rothschild est nationalisée par le gouvernement Mauroy. Cela pousse David de Rothschild à lancer sa propre banque, Rothschild & Cie. Cette nouvelle entreprise regroupe des activités de banque privée (Rothschild & Cie Gestion) et de banque d'affaires (Rothschild & Cie Banque). Il débâche à cette occasion de grands noms tels que Jean-Charles Naouri, directeur de cabinet de Pierre Bérégovoy, ou Jean-Claude Meyer, débâché de chez Lazard. Durant cette époque, la banque compte dix salariés et son premier bénéficiaire est de 500 000 €.

En 2003, David de Rothschild est désigné comme successeur par Sir Evelyn de Rothschild pour reprendre NM Rothschild & Sons, la branche anglaise de la banque d'affaires. Il fusionne ainsi les deux activités au sein du groupe Rothschild & Cie (sous la holding Paris Orléans).

En 2007, à la suite de la revente de la moitié des parts de Sir Evelyn à David de Rothschild, la branche française de la famille devient majoritaire.

En 2008, Emmanuel Macron est recruté par François Henrot et y travaille jusqu'en 2012.

En 2012, Rothschild & Cie Gestion rachète HDF Finance pour compléter son activité de gestion alternative. La nouvelle entité est rebaptisée Rothschild HDF Investment Solutions. En 2012 malgré un marché en chute libre, la banque détrône BNP en tête des classements en volume d'activité avec 62 fusions-acquisitions, pour 24,2 milliards d'euros. En 2013, Rothschild & Cie monte une équipe dirigée par Laurent Fabry et Zineb Abbad El Andaloussi pour se relancer sur le marché africain

En 2014, les premiers résultats de la nouvelle entité posent des questions sur la réussite de cette fusion. La rentabilité baisse rapidement et plusieurs anciens cadres de HDF Finance décident de quitter l'entreprise. Dans cette activité de banque privée, Rothschild & Cie Gestion est en concurrence avec la banque privée Edmond de Rothschild, concurrence qui cristallise des tensions entre David de Rothschild et Benjamin de Rothschild. En mai 2016, les banques Martin Maurel et Rothschild & Cie annoncent fusionner leurs activités, les actionnaires de la banque Martin Maurel recevant 8 à 9 % du nouvel ensemble. L'opération est effective le 2 janvier 2017, la compagnie financière Martin Maurel étant dissoute par fusion-absorption avec Rothschild & Co.

Banque Rothschild

Création / 1817 // Disparition / 1991 // Fondateur / James de Rothschild // Siège social / Paris // Activité / Banque
Rothschild Frères est la banque historique de la branche française de la famille Rothschild. Fondée en 1817 à Paris par James de Rothschild, elle est devenue la banque Rothschild en 1967 puis la « Compagnie de banque européenne » lors de sa nationalisation en 1982. Cédée dans un premier temps au Crédit commercial de France (CCF), elle est revendue en 1991 à la banque Barclays et a ainsi été intégrée à cette dernière en disparaissant du registre du commerce et des sociétés.

Mayer Amschel Rothschild reprit dans les années 1760 l'affaire de commerce et de change créée par son père en 1750. Au commerce des étoffes, des vins et des épices, vinrent bientôt s'ajouter les opérations financières pour le compte de la maison princière de Hesse. Pour soigner les intérêts de la famille de Hesse et pour favoriser les échanges avec le continent, l'un des fils d'Amschel, Nathan, s'établit d'abord à Manchester, puis à Londres où il s'installa en 1804 d'une manière définitive.

Profitant de la porte ouverte par Napoléon, malgré le blocus continental, pour assurer quelques relations financières et commerciales avec l'Angleterre, le plus jeune fils d'Amschel, James de Rothschild, se fixa dans le petit port de Gravelines, puis, à partir de 1813, à Paris, comme représentant de la firme de Francfort. James de Rothschild s'installa définitivement à Paris, sous la raison sociale de Rothschild frères, en 1817. En 1821, Salomon de Rothschild et Carl de Rothschild, frères du fondateur de la maison de Paris, créèrent des maisons à Vienne et à Naples. Ainsi se trouvait constitué le groupe des cinq frères Rothschild. Maison de commerce, la firme de Rothschild frères le resta longtemps. Pour appuyer son activité dans ce domaine, la maison Rothschild, dès avant 1848, créa une flotte marchande. Au blé et au coton, produits traditionnels du grand commerce international, la maison Rothschild étendit ses affaires à d'autres marchandises. Ce furent d'abord les « matières », l'or et l'argent, et, conjointement, les produits qui servaient à l'affinage, en particulier le mercure.

À l'extrême fin du XIXe siècle, abandonnant le commerce proprement dit, elle prend une part importante à la création des grandes entreprises industrielles (chemins de fer, métallurgie, pétrole...). Elle participe également aux grandes opérations de crédit public. La reprise des affaires, en 1944, fut rendue difficile tant par les spoliations subies pendant la guerre que par les changements de législation qui affectèrent le secteur bancaire. La maison Rothschild s'adapta à ces conditions nouvelles. Elle choisit, dès ce moment, de reprendre, parallèlement à son activité financière traditionnelle, une activité bancaire qu'elle avait un peu abandonnée.

La banque Rothschild est nationalisée par le gouvernement socialiste de Pierre Mauroy, sous la présidence de François Mitterrand, par la loi du 11 février 1982 puis rebaptisée « Européenne de banque ». En 1983, la famille Rothschild réagit à cette nationalisation en recréant une banque familiale : David de Rothschild fonde alors la banque Rothschild & Cie.

Le 13 mai 2020 / capital.fr / Les revenus de Rothschild & Co ont reculé de 6% à 416,4 millions d'euros. Dans le Conseil financier, les revenus ont baissé de 8% à 269,1 millions d'euros, conséquences du choc économique provoqué par l'épidémie de Covid-19 dont les répercussions ont commencé à être ressenties dès la fin du trimestre. La Banque privée et de gestion d'actifs a enregistré des revenus records pour un premier trimestre, en hausse de 10% à 130,8 millions d'euros reflétant la forte croissance des actifs sous gestion durant l'année 2019 et le niveau élevé des commissions de transaction au 1er trimestre 2020. La collecte nette s'est élevée à 0,6 milliard d'euros, représentant une collecte nette de

1,3 milliard d'euros pour la Banque privée et une décollecte de 0,7 milliard d'euros pour la gestion d'actifs. La collecte a été plus que neutralisée par un effet négatif des marchés et des taux de change de 9,9 milliards d'euros, à la suite de la forte baisse des marchés boursiers au cours de la dernière partie du 1er trimestre 2020 liée à la crise du Covid-19. Les actifs sous gestion sont ressortis sur le trimestre en baisse de 12% à 66,7 milliards d'euros au 31 mars 2020. Les revenus du Capital-investissement et dette privée ont diminué de 14% à 20,7 millions d'euros en raison de la baisse des valorisations latentes de certains actifs en mars. « Bien qu'il y ait encore beaucoup d'incertitude quant à l'évolution de l'épidémie et, par conséquent, à son effet sur nos résultats financiers de 2020, il est clair que cet impact sera significativement négatif pour le groupe par rapport à 2019 » a indiqué le groupe financier. Ce dernier a souligné qu'il maintiendrait un contrôle strict des coûts et rappelé avoir l'avantage de pouvoir gérer un élément important de sa base de coûts, qui est la rémunération variable.

Le 27 mars 2019 / Rothschild & Co lève 1,25 Md€ pour son fonds de LBO européen / magazine-decideurs.com

Le troisième véhicule d'investissement européen de Rothschild & Co Merchant Banking réunit plus d'un milliard d'euros et atteint son hard cap. En levant 1,25 milliard d'euros pour son troisième programme d'investissement en Europe, Five Arrows Principal Investment III, la boutique financière parisienne marque définitivement les esprits. La marche n'était donc pas trop haute pour Rothschild & Co qui a pu compter sur le renouvellement de la confiance des LPs (Limited Partners ou Investisseur en capital d'un fond) historiques et l'apport de nouveaux investisseurs. Les performances de son prédécesseur, le fonds FAPI II, qui s'est clôturé en 2015 à 781 millions d'euros, expliquent en partie le succès de cette nouvelle levée. En témoignent la cession de quatre sociétés de son portefeuille pour un prix agrégé avoisinant cinq fois le capital investi et l'acquisition de trois cibles à fort potentiel de développement qui ont marqué l'activité récente du fonds. Le responsable de Rothschild & Co Merchant Banking, Marc-Olivier Laurent, déclare : « Nous nous réjouissons de voir qu'une proportion importante de nos investisseurs historiques, dont beaucoup nous soutiennent depuis le début de notre activité, ont à nouveau choisi de souscrire à ce fonds. [...] Nous déploierons la discipline et la rigueur nécessaires afin que Five Arrows Principal Investments continue d'afficher l'excellent couple risque-rendement que nos investisseurs recherchent. » Les anciens et les nouveaux souscripteurs du programme d'investissement du fonds viennent de tous horizons : les investisseurs institutionnels, au rang desquels se trouvent principalement les compagnies d'assurances et les caisses de retraite, les family offices et les investisseurs privés.

Tête d'affiche du capital investissement de Rothschild & Co en Europe, le nouveau fonds conservera l'ADN de Five Arrows Principal Investment, c'est-à-dire l'acquisition et l'accompagnement de sociétés valorisées entre 75 et 300 millions d'euros. Javed Khan, co-managing partner de FAPI précise : « Notre stratégie d'investissement dans des entreprises présentant des caractéristiques défensives ainsi qu'une forte croissance organique, combinée à nos efforts pour utiliser intelligemment le vecteur technologique pour créer de la valeur continuera d'être plébiscitée par nos investisseurs au cours des prochaines années. » Le fonds aura donc dans son viseur des entreprises à fort potentiel et avec un chemin de croissance dégagé, notamment en matière de profitabilité. Rothschild & Co Merchant Banking investira 35 à 100 millions d'euros par transaction pour consolider sa place dans le marché du lower mid-cap européen.

Le fundraising concluant de FAPI III intervient probablement à l'aube d'un changement de dynamique sur le marché du private equity. Selon le 2019 Prequin global private equity and venture capital report, pour la première fois depuis 2009, les appels de capitaux, cinq cents milliards de dollars sur le marché mondial, se situent au-dessus des capitaux distribués. La principale explication de cette baisse de régime peut s'expliquer par la différence entre le rendement attendu par les LPs et le rendement réel (1,1 point de différence médiane en Europe et 4 points en Amérique du Nord). Cette différence se traduit d'ailleurs par une meilleure performance des levées de fonds en Europe qu'outre Atlantique. Avant cette inflexion, la croissance soutenue et régulière des montants levés ces cinq dernières années a débouché sur une surabondance de liquidités sur le marché. D'ailleurs, près de 90 % des LPs sondés par Prequin n'entendent pas réduire la voilure dans le non-coté dans un avenir proche.

« Un demi-siècle plus tôt, Napoléon 1er jouait son va-tout à Waterloo. Il avait face à lui les Anglais – alliés avec les Russes et les Autrichiens – et la Prusse. De chaque côté de la ligne de front il avait fallu lever des moyens importants pour mobiliser les troupes et les regrouper à Waterloo en un temps record. L'un des principaux bailleurs de fonds de l'Angleterre était l'empire financier Rothschild, dont Nathan Mayer Rothschild dirigeait la branche londonienne. Dans son esprit tout était clair: «Celui qui contrôle les réserves monétaires anglaises contrôle de fait l'Angleterre. Et celui qui contrôle les réserves monétaires anglaises, c'est moi.» Il avait en outre compris que quel que soit le nom du gagnant, il y avait là une bonne occasion de se faire rapidement de l'argent.

L'issue de la bataille de Waterloo est connue : l'armée napoléonienne prit une sérieuse raclée. Il faut reconnaître que l'épais brouillard qui régnait là-bas le 18 juin 1815, et qui devait durer trois jours, compliqua un peu les choses. C'est grâce à cette dense brume que Nathan Rothschild fut l'auteur d'un des coups de maître les plus fameux de l'histoire financière. Sitôt la bataille terminée, les coursiers des différents États détalèrent à fond de train pour annoncer la nouvelle aux quatre coins de l'Europe. Rothschild avait depuis longtemps investi dans un réseau d'agents de terrain plus ou moins infiltrés qui lui apportait les dernières nouvelles à l'aide de chevaux fringants. Il lui arrivait d'acheter ou de vendre des actions en fonction de renseignements que lui seul possédait. Côté français, l'information passait depuis une vingtaine d'années par le télégraphe optique inventé par Claude Chappe en 1794, un système reposant sur toute une série de sémaphores placés en hauteur qui formaient autant de relais permettant aux signaux de parcourir des centaines de kilomètres. Le dispositif allait bien plus vite que les messagers à cheval mais, hélas, en ce 18 juin 1815, le brouillard était tel que les relais optiques furent inutilisables – sans réseau, pas d'informations. Rothschild, de son côté, avait trouvé un système plus rapide encore que les chevaux ou le télégraphe optique, pour lequel la brume n'était pas un problème: les pigeons voyageurs. C'est grâce à ses pigeons qu'il apprit avant tout le monde – à Londres du moins – la défaite de Napoléon. Rothschild était un requin: il utilisa l'information pour faire courir la rumeur que Napoléon avait gagné, et vendit massivement ses titres de la dette britannique. Les autres investisseurs, sachant que Rothschild était souvent bien informé, firent la même chose, ce qui provoqua l'effondrement du cours de la dette. Rothschild racheta tous les titres à bas prix avant de faire circuler le nom du véritable gagnant, ce qui fit mécaniquement remonter son cours. Le baron revendit alors ses actions et réalisa une plus-value colossale. Le prédateur se fit une petite fortune grâce à ce délit d'initié – certains estiment que son capital fut multiplié par vingt grâce à la bataille de Waterloo.

Si des historiens contestent aujourd'hui l'importance des pigeons voyageurs dans cette bataille financière (le délit d'initié reste en revanche avéré), les agents de la famille des Columbidae eurent un rôle non négligeable dans la naissance de ce qui deviendra l'une des plus grandes agences d'informations financières au monde. Initialement installé à Paris, où il travailla pour Havas, l'Allemand Paul Julius Reuter déménagea à Aix-la-Chapelle pour créer sa propre compagnie. Celle-ci se mit à diffuser des informations vers Paris, Berlin et Bruxelles. Comme le tronçon entre Aix-la-Chapelle et Bruxelles était le seul à être dépourvu de liaison télégraphique, Reuter eut recours à près de 200 pigeons voyageurs pour remplacer le signal électrique. Depuis Aix-la-Chapelle, Reuter pouvait être informé rapidement des cours de la Bourse de Paris. En 1851, Reuter fit ses valises pour Londres où il ouvrit un bureau dans la City, près du London Stock Exchange. Ainsi naquit Reuters, qui profita du premier câble sous-marin entre Calais et Douvres, posé au fond de la Manche l'année précédente, pour faire circuler les cotations des Bourses de Londres et de Paris. Grâce à ce câble, elles ne mettaient plus qu'une heure pour parcourir la distance entre les deux capitales, contre trois jours auparavant. Depuis sa fusion avec Thompson en 2007-2008, la moitié du chiffre d'affaire de l'agence Reuters, soit 6 milliards de dollars, provient de la vente d'informations financières. » Alexandre Laumonier

Références

edmond-de-rothschild.com

rothschildandco.com/fr/who-we-are/

Entreprises marches à suivre : aujourd'hui, Rothschild & Co, capital.fr, publié le 13/05/2020

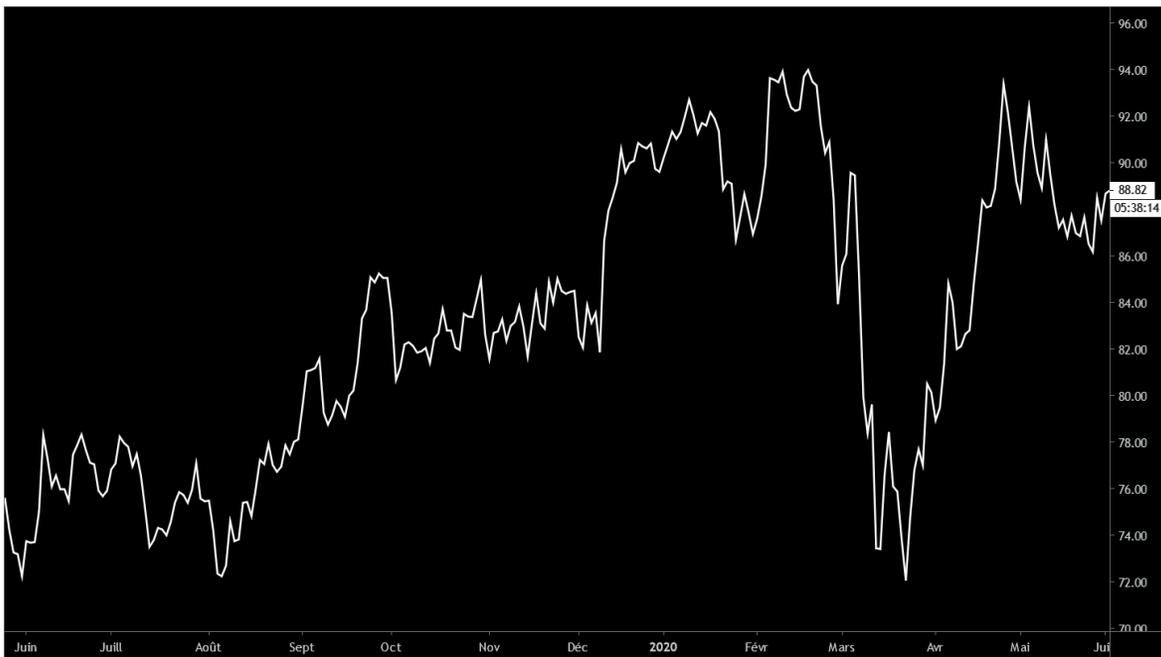
Rothschild & Co lève 1,25 Md€ pour son fonds de LBO européen, magazine-decideurs.com, publié le 27-03-2019
6/5, Alexandre Laumonier, Zones Sensibles, Bruxelles, 2014

MASQUE SAN.PA / Sanofi

« (...) un masque n'est pas d'abord ce qu'il représente mais ce qu'il transforme, c'est-à-dire choisit de ne pas représenter. Comme un mythe, un masque nie autant qu'il affirme; il n'est pas fait seulement de ce qu'il dit ou croit dire, mais de ce qu'il exclut. » Claude Lévi-Strauss



« Empowering life « Donner toute sa force à la vie » signature lancée par Sanofi le 18 octobre 2017



Sanofi est une entreprise transnationale française dont les activités incluent la pharmacie (notamment des médicaments de prescription dans les domaines du diabète, des maladies rares, de la sclérose en plaques et de l'oncologie, des produits de santé grand public et des génériques) et les vaccins.

Dans le secteur de la santé, Sanofi occupe le troisième rang mondial selon le chiffre d'affaires (34,46 milliards d'euros en 2017). Sanofi réalise 72,6 % de son chiffre d'affaires hors d'Europe. Elle a distribué 3,773 milliards d'euros de dividendes à ses actionnaires en 2018 sur un résultat net de 6,82 milliards d'euros. Troisième capitalisation boursière de la Bourse de Paris (99 milliards d'euros, fin 2018, elle est détenue à hauteur de 9,48 % par L'Oréal.

En 2016, Sanofi a amorcé un virage stratégique à la suite de l'accord conclu avec le laboratoire allemand Boehringer-Ingelheim. Sanofi est devenu ainsi l'un des leaders mondiaux des médicaments sans ordonnance, avec des marques fortes (Doliprane, Lysopaine, Maalox, MagnéB6...) dans un marché en croissance régulière et non concurrencé par les médicaments génériques.

Les bénéficiaires de l'entreprise, comme de toute l'industrie pharmaceutique, sont essentiellement issus des fonds publics consacrés à la santé et à la sécurité sociale. En 2017, Sanofi a bénéficié de 561 millions de remboursements de l'assurance maladie française.

Les actionnaires du groupe sont, à plus de 60 %, des investisseurs étrangers.

« Sanofi est en première ligne des programmes de recherche d'un vaccin contre le Covid-19, en collaboration avec les autorités de santé et des partenaires internationaux. Sanofi Pasteur, l'entité mondiale Vaccins de Sanofi, basée à Lyon, travaille actuellement sur deux pistes de vaccins contre le coronavirus SARS-CoV-2, faisant appel à deux technologies différentes :

Un vaccin à base de protéines recombinantes, en s'appuyant sur ses recherches antérieures sur le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) et sa plateforme technologique de vaccination grippe. Pour accélérer ce développement, Sanofi Pasteur s'est associé au ministère américain de la Santé et des Services sociaux. Dans ce cadre, Sanofi et GSK ont annoncé une collaboration sans précédent et mettent en commun leurs ressources en vue de développer et de distribuer ce vaccin dans des quantités suffisantes.

Un vaccin à ARN messenger, dans le cadre d'une collaboration avec Translate Bio. Sanofi et son partenaire étudient conjointement plusieurs candidats en vue de l'entrée en phase clinique d'un vaccin sûr et efficace contre le coronavirus. Sanofi partage également son expérience en matière de recherche et développement de vaccins avec la Coalition for Epidemic Preparedness Innovations qui coordonne le développement des futurs vaccins contre les agents pathogènes épidémiques ciblés, identifiés par l'Organisation Mondiale de la Santé. » Sanofi.fr

Mercredi 13 mai 2020, le directeur général du groupe, Paul Hudson, affirme que Sanofi servirait « en premier » les Etats-Unis s'il trouvait un vaccin anti Covid-19, car ce pays « partage le risque » des recherches dans le cadre d'un partenariat avec l'Autorité pour la recherche et le développement avancés dans le domaine biomédical (Barda). Le groupe Sanofi a reçu des financements du ministère de la santé des États-Unis en février après un accord prolongé par un second accord avec le laboratoire britannique GlaxoSmithKline (GSK) à la mi-avril.

Le gouvernement américain « a le droit aux plus grosses précommandes », car les Etats-Unis « ont investi pour essayer de protéger leur population », déclare-t-il dans un entretien à l'agence de presse Bloomberg. Sanofi déclenche alors une semaine de tempête médiatico-politique suivie par une convocation à l'Elysée.

Dans la soirée, le groupe précise dans un communiqué que « la production sur le sol américain sera[it] principalement dédiée aux Etats-Unis et le reste de [ses] capacités de production sera[it] alloué à l'Europe, à la France et au reste du monde », s'engageant toutefois à ce que son éventuel vaccin « soit accessible à tous ». « Notre objectif est de doubler nos capacités de production en Europe, pour les porter de 600 millions à plus d'un milliard de doses d'ici un an » assurait Serge Weinberg, Président Directeur Général de Sanofi au Figaro le vendredi suivant. Pour l'heure, Sanofi dispose de douze sites dédiés aux vaccins dans le monde, dont ses trois sites en France, trois aux Etats-Unis et trois en Asie.

Judi 14 mai 2020 / Théoriquement, « l'objectif, c'est que le vaccin soit disponible à la fois aux Etats-Unis, en France et en Europe de la même manière », a promis jeudi le patron du groupe pour la France, Olivier Bogillot, dans un entretien à BFM-TV. Mais, dans les faits, cela sera possible « si les Européens travaillent aussi rapidement que les Américains », a-t-il précisé en soulignant que les Etats-Unis avaient déjà promis plusieurs centaines de millions d'euros, en plus de faciliter les démarches réglementaires pour permettre les recherches. « Les Américains sont efficaces en cette période. Il faut que l'UE soit aussi efficace, en nous aidant à mettre à disposition très vite ce vaccin », a insisté M. Bogillot.

« Juridiquement, l'Etat ne peut contraindre une société française de droit privé à produire sur le territoire », François Pochart, avocat associé du cabinet August Debouzy.
Sanofi touche 110 millions d'euros de crédit d'impôt recherche par an.

Les points forts de la valeur Sanofi / capital.fr

// 5ème groupe pharmaceutique mondial, premier européen, et 1er mondial dans les vaccins

// Marché en croissance structurelle, supérieure à celle du PIB mondial en raison du vieillissement de la population et d'un accès élargi aux services de santé dans le monde

// Ventes équilibrées de 35 Milliards d'euros provenant de 5 aires thérapeutiques : la médecine générale et les marchés émergents (40 %), la médecine de spécialités (16,2 %), le diabète et le cardiovasculaire (15,4 %), les vaccins (14,6 %) et la santé grand public (13,8 %)

// Montée en puissance des partenariats avec les biotech américaines Regeneron et Alnylam, renforçant le positionnement fort dans les bio-médicaments (molécules issues du vivant non chimiques) dont la part dans les ventes passera de 45 % en 2017 à 55 % en 2020

// Part croissante des émergents (29,2 % des ventes dont 11 % pour l'Asie), derrière les Etats-Unis (33,8 %) mais devant l'Europe de l'ouest (27,2 %) et le reste du monde

// Cession de Zentiva, l'activité de génériques en Europe, au fonds d'investissement américain Advent, car taille critique insuffisante par rapport aux concurrents

// Stratégie 2020 axée sur : la réduction de la dépendance à quelques molécules phares (pour contrecarrer les tombées de brevets et la montée en puissance des génériques) / la place de leader mondial dans la santé grand public (médicaments vendus sans ordonnance) par la cession du pôle santé animale à l'allemand Boehringer Ingelheim en échange de ses marques mondiales Lysopaïne, Dulcolax, Surbronc... / le développement, par croissance externe ciblée, des segments en plus forte croissance et moins risqués : médicaments sans prescription, vaccins, biotechnologie et génériques / une réorganisation industrielle en 5 pôles : Sanofi Genzyme – maladies rares, sclérose en plaques, oncologie et immunologie, le diabète et le cardiovasculaire, les pays émergents et la médecine générale, Sanofi Pasteur pour les vaccins et, enfin, la santé grand public

// Générosité envers l'actionnaire : 24 ans de hausse du dividende et nombreux programmes de rachats d'actions, grâce à des liquidités de l'ordre de 8 Milliards d'euros

Les perspectives sont bonnes pour la pharmacie mondiale. Selon le cabinet d'études américain Evaluate Pharma, la croissance annuelle moyenne des ventes, en valeur, de médicaments sur prescription dans le monde va s'accroître. Après avoir atteint 1,2% sur la période 2012-2017, elle devrait culminer à 6,4% sur 2018-2024. Le marché mondial des produits sur ordonnance franchira alors la barre des 1.000 milliards de dollars de chiffre d'affaires, à 1.200 milliards. La croissance sera essentiellement soutenue par les thérapies innovantes.

Mise en paiement du dividende le 13 mai 2020 : le groupe français offre un rendement de 4,05%, soit une rémunération séduisante alors que plusieurs multinationales françaises ont été contraintes ces derniers jours de réduire, voire carrément supprimer, leurs dividendes au titre de l'exercice 2019.

Références

Sanofi : les sept péchés capitaux de la mondialisation, Youness Bousenna, marianne.net, publié le 06/06/2020

Sanofi et un vaccin contre le Covid-19 en priorité pour les Etats-Unis : une polémique vite devenue politique en France, Le Monde avec AFP, publié le 14/05/2020

A suivre aujourd'hui Sanofi, capital.fr, publié le 03/06/2019

www.compagniepas.com

